

Modèle d'échange d'information du CDPISP – septembre 2020

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion de septembre 2020 du CDPISP

Les renseignements contenus dans ce document ne peuvent pas être communiqués en dehors du CDPISP sans l'approbation de l'administration membre (auteur).

Administration : Ontario		Personnes-ressources
1. Réalisations Soulignez brièvement les réalisations et les avancées majeures et/ou les grandes étapes qui ont été menées à bien dans le domaine de la gestion de l'information et la technologie de l'information (GI-TI) au cours des 6 à 12 derniers mois au sein de votre administration.		
<u>Organisation</u>	Feuille de route technologique et plan d'investissement (FRTPI) La feuille de route technologique et le plan d'investissement permettent : <ul style="list-style-type: none"> • D'accélérer la modernisation des services gouvernementaux en créant des services en ligne transparents et conviviaux et des parcours de citoyen pour les Ontariens; • De former un effectif de la fonction publique de l'Ontario (FPO) prêt pour l'avenir, avec des outils et des services qui favorisent la productivité à distance. La FRTPI est déployée selon quatre voies parallèles : <ul style="list-style-type: none"> - Effectif à distance <ul style="list-style-type: none"> ▪ Privilégier les applications et les outils qui prennent en charge le travail à distance et qui répondent aux besoins en infrastructure essentielle. - Modernisation accélérée <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accélérer la conception des prochains services aux citoyens de l'État pour soutenir un retour à la « normale » (selon les priorités recalibrées). - Capacité de mise à l'échelle <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les compétences et les capacités requises (par exemple, l'informatique en nuage, la littératie des données, la cybersécurité), le modèle d'exploitation et la gouvernance pour mettre en œuvre la feuille de route. - Pérennité, planification future <ul style="list-style-type: none"> ▪ Privilégier les applications et les outils qui prennent en charge le travail à distance et qui répondent aux besoins en infrastructure essentielle. 	Dafna Carr Directrice générale de l'information pour la fonction publique et sous-ministre associée, ITI Dafna.Carr@ontario.ca Robin Thompson Directrice de l'information Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique Robin.M.Thompson@ontario.ca

	<p>Feuille de route terminologique organisationnelle</p> <p>Composantes clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prioriser les réponses immédiates à la COVID-19 • Accélérer la modernisation par la technologie habilitante • Simplifier le portefeuille d'applications pour la réutilisation en cernant les possibilités de déplacer Unique -> Partagé -> Commun • Atténuer les risques technologiques pour protéger, maintenir et optimiser les systèmes essentiels à la mission du gouvernement <p>Résultats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Meilleure harmonisation des investissements dans l'information et la technologie de l'information (ITI) à l'aide de stratégies opérationnelles et de capacités de fournisseurs. • Élaboration d'un portefeuille, un programme et un plan de projet détaillés qui aideront la direction à réussir à saisir des possibilités d'amélioration opérationnelle. • Définition et gestion des attentes, obtention de gains à court terme et obtention d'avantages à long terme. • Aider les Opérations et l'ITI à prioriser les investissements dans l'ITI et à déterminer les ressources nécessaires pour réaliser ces investissements. • Se concentrer sur les possibilités de grande transformation à incidence élevée de la technologie au sein de la FPO. 	
<p><u>Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u></p>	<p><u>Direction générale de l'architecture, de la gestion de l'information et bureau de gestion des projets</u></p> <p><u>Tableau de bord pour les rapports et analyses des OPSdocs à l'aide de PowerBI</u></p> <p>OPSdocs, une application intégrée développée par la Direction des applications organisationnelles (DAO) du GOC, est un dépôt numérique et un outil de gestion de l'information qui sert à stocker l'information à un endroit central sûr et facile à trouver. À l'aide du service d'analyse des activités infonuagiques de PowerBI, un tableau de bord a été élaboré par le Bureau de gestion de projet (BGP) du GOC pour l'équipe de mise en œuvre d'OPSdocs. Le tableau de bord affiche le suivi de l'effort de mise en œuvre par regroupement, par offre de services et par type de ressource sur une base régulière (mensuelle, trimestrielle et annuelle). Il permet à</p>	<p>Liz MacKenzie Directrice de l'information Groupement ITI pour les organismes centraux Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>

l'équipe de mise en œuvre d'analyser les efforts déployés et d'appuyer la prise de décisions en temps utile.

Projet de détection de la croissance du tabac

Le ministère des Finances a mis au point une solution novatrice pour détecter la croissance du tabac en feuilles non enregistré partout en Ontario. Le Projet de détection de la croissance du tabac repose sur un modèle qui utilise des images satellites, des cartes et des données météorologiques pour relever les secteurs potentiels de non-conformité à la croissance du tabac en feuilles. La solution, qui sera mise en œuvre au cours de l'exercice 2020-2021, permettrait de détecter une croissance excessive frauduleuse du tabac, d'améliorer les calculs de rendement et d'assurer des efficiences administratives et des économies de coûts. Le projet accélère et améliore les décisions axées sur les risques et les résultats, limite les interactions entre les entreprises et le gouvernement (c'est-à-dire les mesures de conformité, les inspections, les demandes de données multiples, etc.) et accorde la priorité à la façon dont les ressources d'inspection sont déployées en fonction des secteurs présentant le plus de risques.

Direction des applications organisationnelles

Numérisation des activités du gouvernement (ONTrack)

ONTrack est un système qui offre une série de modules pour gérer le cycle de vie des éléments transmis au Cabinet, en reliant les priorités politiques, stratégiques, opérationnelles et financières afin de simplifier la prise de décisions du gouvernement. Il permet de suivre et de mesurer les éléments tout au long de leur cycle de vie, d'accroître l'efficacité et d'encourager une collaboration plus intelligente à l'échelle de la FPO. Le système stabilise le traitement des présentations financières, ce qui permet de mettre hors service du système de base de données organisationnelle (SBO) et de suivre les points de l'ordre du jour des réunions par rapport aux activités clés. À ce jour, 193 récits d'utilisateur ont été réalisés et mis en œuvre, et 1 225 utilisateurs sont inscrits sur le système.

Au cœur de la FPO

Au cœur de la FPO est le titre de l'intranet organisationnel destiné à plus de 60 000 employés de la PFO, qui héberge à la fois le contenu pangouvernemental et celui de tous les ministères. Il a été migré vers Azure Cloud à partir du portail des POP pour améliorer la stabilité, le rendement et l'expérience de recherche des

utilisateurs. Le système offre des solutions économiques, tout en démontrant comment les principes d'Agile ainsi que du développement et de l'exploitation peuvent être mis en œuvre dans la FPO. La migration de tout le contenu organisationnel vers Au cœur de la FPO est terminée, ce qui permet la mise hors service du portail des POP et d'offrir une stabilité et un rendement meilleurs par l'intermédiaire d'Azure. Depuis le lancement, le nombre de pages consultées a dépassé les 30 millions dont la moyenne est de 100 000 par jour.

Mise en œuvre des approbations électroniques

Le GOC a mis en œuvre avec succès le système d'approbation électronique, un système de flux de travail pour une approbation moderne et souple dans l'ensemble des ministères. La mise en œuvre des approbations électroniques normalise l'outil et le processus de flux de travail pour l'approbation linéaire, rendant l'examen et l'approbation des documents plus faciles, plus rapides et plus efficaces que jamais. Le système permet aux partenaires opérationnels de gérer et de fournir efficacement des services aux Ontariens pendant qu'ils travaillent à distance, remplace le processus d'approbation traditionnel par une application conviviale basée sur un navigateur et améliore l'expérience des utilisateurs grâce à l'automatisation des tâches répétitives, à une meilleure sécurité et à des rapports plus uniformes de l'état d'approbation dans l'ensemble de la FPO. Il est maintenant possible d'accéder aux approbations électroniques sans réseau privé virtuel. Le nombre de paquets créés depuis mars a presque doublé, en raison de plus de 9 000 paquets créés jusqu'à présent.

Direction des applications de groupe

Atténuation de la pandémie de COVID-19

En réponse à la pandémie de COVID-19, la Direction des applications de groupe a fourni des solutions de TI pour permettre au ministère des Finances de mettre en œuvre diverses mesures fiscales, administratives et d'allègement. Ces mesures visaient à :

- alléger le fardeau imposé aux entreprises qui doivent produire des déclarations et verser des impôts :
 - renoncer aux pénalités et aux intérêts concernant plusieurs taxes provinciales pour la période du 1^{er} avril au 31 août 2020,
 - augmenter le plafond d'exonération de l'impôt-santé des employeurs pour l'année d'imposition 2020,

- rajuster les cotisations de taxe, d'intérêts et de pénalités de l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants pour la période du 1^{er} avril au 31 août 2020;
- accorder une aide financière et un allègement aux personnes vulnérables :
 - pour les personnes âgées, doubler les paiements du Régime de revenu annuel garanti (RRAG) des personnes âgées à compter d'avril 2020 pour une période de six (6) mois :
 - rajustements en fonction des approches fédérales : assurer des paiements continus lorsque la date de production des déclarations de revenus de l'Agence du revenu du Canada pour 2019 est passée au 1^{er} juin 2020 et harmoniser l'approche de renouvellement annuel avec l'approche fédérale à l'égard des mesures liées à la COVID-19 en ce qui concerne le Supplément de revenu garanti et la Sécurité de la vieillesse,
 - pour les prestations relatives au logement de logement et les prestations de soins dentaires, éliminer le besoin de présenter des demandes de renouvellement et un consentement sur papier en inscrivant automatiquement les bénéficiaires actuels dans la nouvelle année de prestations pour Beaux sourires Ontario, Investissement dans le logement abordable de l'Ontario et l'Allocation d'aide au logement Canada-Ontario,
 - pour les critères de revenu, ajuster les solutions de TI afin de permettre au ministère des Finances de maintenir les prestations sociales fondées sur des critères de revenu qu'il administre, pour les programmes en son sein et dans d'autres ministères;
- suspendre ou réduire considérablement les secteurs d'activité chargés de la conformité, tels que les activités de recouvrement, d'audit et d'inspection à la lumière des directives de santé publique et de la conjoncture économique.

Modification au taux du carburant d'aviation dans le Nord

En réponse à l'Énoncé économique de l'automne 2019, le taux de taxe sur le carburant d'aviation dans le nord de l'Ontario a été réduit le 1^{er} janvier 2020. Puisque le Nord dépend davantage du fret aérien, le taux réduit a entraîné une réduction du coût de la vie et des biens essentiels comme l'épicerie et les voyages aériens. Cette modification a automatisé la réduction de la taxe sur le carburant d'aviation vendu dans le nord de l'Ontario.

Allocation Canada-Ontario pour le logement

Le ministère des Affaires municipales et du Logement s'est associé au ministère des Finances pour soutenir l'engagement du gouvernement afin de mettre en œuvre un programme de logement transférable à l'échelle de la province à l'appui des besoins en logement des familles à faible revenu vulnérables de l'Ontario. Le Programme d'allocations Canada-Ontario pour le logement (PACOL) a été négocié et conçu conjointement avec le gouvernement fédéral (Société canadienne d'hypothèques et de logement) dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement, qui est une entente bilatérale entre l'Ontario et le gouvernement fédéral. Le PACOL succède au Programme de prestations de logement transférables pour les ménages prioritaires actuellement en vigueur.

Depuis avril 2020, le ministère des Finances et le Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC) ont fourni des services automatisés de vérification du revenu et des services opérationnels au PACOL, afin de déterminer l'admissibilité et le droit des prestations au programme et de s'assurer que le programme appuie les citoyens ontariens à faible revenu. Le ministère des Finances et le GOC incluaient les Services aux entreprises, comme la gestion des demandes et du consentement, les paiements pour l'émission des prestations, la déclaration des T5 fédéraux, le suivi et la production de rapports à l'appui de l'administration globale du programme.

Direction de la gestion de l'identité et de l'accès

Mise en œuvre du projet pilote de l'accès public sécurisé

Le projet pilote est maintenant intégré à quatre (4) applications opérationnelles : MesPrestations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires (MSESSC), Bureau des obligations familiales du MSESSC, Plateforme des autorisations réservée aux entreprises du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPNP) et Projet de restructuration des activités et des systèmes informatiques relatifs à la conformité du MEPNP. Au cours des quatre derniers mois, nous avons enregistré en moyenne environ 220 000 connexions par mois.

Stabilisation de l'infrastructure à clé publique

Le GOC a mis à niveau l'infrastructure et les applications de l'ICP-GO afin de stabiliser le service, ce qui permet d'assurer un accès continu au réseau pour les serveurs et les ordinateurs de bureau et un accès sécuritaire continu aux applications commerciales pour plus de 100 000 utilisateurs. À ce jour, plus de 200 000 certificats ont été mis à niveau vers des normes de sécurité plus strictes, avec peu de temps d'inactivité pour les utilisateurs, et plus de 100 applications opérationnelles ont été migrées, y compris les demandes d'aide sociale (Système automatisé de gestion de l'aide sociale) et de protection des enfants (Réseau d'information pour la protection de l'enfance). La mise à niveau améliore l'efficacité et l'efficacité tout en réduisant les coûts d'exploitation de l'infrastructure du gouvernement.

Direction de la gestion des activités et des services

Amélioration des technologies robotisées de la FPO pour améliorer les processus opérationnels

Le Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC), en partenariat avec le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG) et la Division des services financiers organisationnels (DSFO), collaborent à la mise en œuvre d'une solution innovatrice qui exploite les technologies robotiques existantes de la FPO pour améliorer les processus opérationnels dans le GOC. Une preuve de concept a été faite avec succès et les travaux se poursuivent sur une version de production.

Source de TI

Projet de remplacement de la gestion des contrats avec les fournisseurs attitrés

Au cours de l'été 2019, le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs ont reçu l'approbation du Conseil de gestion du gouvernement, au Conseil du Trésor, pour l'adoption d'un nouveau modèle de fournisseurs de services gérés (FSG) en Ontario pour l'achat de services temporaires d'entrepreneur en TI. Le modèle de FSG permettra de simplifier les processus, de réduire les coûts pour les soumissionnaires et le gouvernement, de créer des gains d'efficacité et d'élargir les possibilités offertes

aux fournisseurs. Le modèle de FSG soutient la mise en œuvre d'améliorations importantes apportées aux services et s'inscrit dans le cadre d'initiatives gouvernementales plus vastes comme Ouvert aux affaires, l'initiative efficace de la centralisation de la chaîne d'approvisionnement et les initiatives de transformation numérique.

Un marché public concurrentiel a été mené, et Flextrack Inc. a été retenue pour être le FSG. En tant que fournisseur de services gérés, détenant un système de gestion des fournisseurs pour soutenir et automatiser les activités d'acquisition de ressources et le flux de travail, Flextrack rationalise les processus liés à l'acquisition éventuelle de l'effectif, fournit des mécanismes permettant de répondre à la demande de ressources des clients, acquiert et gère le talent d'experts-conseils en TI et optimise les coûts de consultation. Flextrack offre également un accès aux talents, avec un examen critique des exigences des clients pour des engagements précis. Conformément aux directives en matière d'approvisionnement de l'Ontario, une approche axée sur les produits livrables sera ajoutée aux processus relatifs à l'effectif éventuel, de l'approbation des analyses de rentabilisation jusqu'à la gestion des dossiers financiers et d'approvisionnement connexes. De nouvelles façons de fournir des services soutien sont également introduites par le développement de l'automatisation des processus robotisés, en ce qui concerne la demande de bons de commande et la création de factures.

L'équipe de projet des FSG a adopté une approche hybride et agile et des pratiques exemplaires relatives au service numérique, afin d'offrir une valeur ajoutée rapide, tout en collaborant étroitement avec la communauté des clients. L'équipe de projet a mis en place un réseau de changement dédié avec des agents de changement de FSG de toutes les organisations clientes, à l'appui de cette transformation opérationnelle et technologique complexe. De plus, l'Ontario et Flextrack ont tenu une série de séances d'information aux fournisseurs afin d'échanger des renseignements sur le modèle de FGS et d'amorcer le processus d'enregistrement des fournisseurs auprès de Flextrack.

Ouverture de session unique dans le système LearnON

LearnON, une véritable solution organisationnelle, est une solution logicielle sous forme de service du Système de gestion de l'apprentissage utilisée par plus de 72 000 employés de la fonction publique de l'Ontario au moyen d'un ensemble d'outils et de services d'apprentissage communs, centralisés et rationalisés. Ce

	<p>projet a été mené à bien pour améliorer l'expérience utilisateur et accroître l'adoption du système LearnON, tout en améliorant la sécurité, en réduisant le nombre d'incidents et en rationalisant l'administration de la solution. Grâce à la mise en œuvre d'une ouverture de session unique, les utilisateurs peuvent accéder au système lorsqu'ils ouvrent une session sur leur ordinateur avec leur adresse de courriel Ontario.ca et sans avoir à se reconnecter à LearnON, ce qui rend les offres d'apprentissage facilement et rapidement accessibles. L'ouverture de session unique élimine les obstacles d'accès, simplifie l'expérience client et réduit les coûts de gestion du service organisationnel en réduisant le besoin de dépannage pour la connexion. Le lancement de l'ouverture de session unique dans le système LearnON a favorisé l'accroissement de l'adoption du système dans l'ensemble de la FPO, ce qui a été mesurée par une augmentation d'environ 8 % pour les nouvelles demandes de compte depuis octobre 2019. De plus, une réduction de 75 % des tickets d'incident pour la réinitialisation de mot de passe a été démontrée après octobre 2019, ce qui démontre une meilleure expérience utilisateur.</p>	
<p><u>Division de la cybersécurité (DCS)</u></p>	<p><u>Stratégie de cybersécurité de la fonction publique de l'Ontario</u> En juillet 2019, le gouvernement a approuvé la Stratégie de cybersécurité de la fonction publique de l'Ontario. Au cours des trois prochaines années, la stratégie appuiera la transformation de la façon dont les services numériques sont offerts, elle améliorera les pratiques informatiques actuelles et protégera les renseignements personnels de nature délicate et les renseignements privés confiés à la province par les particuliers et les entreprises de l'Ontario.</p> <p><u>Soutien lié à la COVID-19</u> En raison de l'urgence de la réponse de l'Ontario à la COVID-19, les solutions technologiques accélérées exigeaient une orientation et une évaluation urgentes en matière de sécurité, des conseils de conception sécurisée et des essais. En même temps, une augmentation globale de 667 % des menaces d'hameçonnage liées à la COVID-19 à partir du mois de février a exigé encore plus de vigilance et d'éducation pour protéger le réseau de la FPO et soutenir les partenaires du secteur parapublic.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Centre des opérations en matière de cybersécurité a bloqué plus de 500 indicateurs de compromis relatifs à la COVID-19 dans la FPO. • Depuis le début du mois de mars, le Centre des opérations en matière de cybersécurité a fourni des conseils et une orientation sur 10 cyberincidents dans le secteur parapublic. 	<p>John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario, Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques john.roberts@ontario.ca</p>

- Une évaluation des cyberrisques a été réalisée et des conseils de conception sécurisée ont été prodigués pour 57 solutions de TI liées à la COVID-19 provenant de tous les groupements.
- L'équipe du pirate éthique et de la gestion des vulnérabilités a travaillé jour et nuit pour effectuer des tests de pénétration pour sept sites Web publics sur la COVID-19.

Pour lutter contre l'augmentation des cybermenaces liées à la pandémie, l'équipe de l'éducation et des centres d'excellence a sensibilisé le public aux cybermenaces actuelles et émergentes qui pèsent sur la FPO et le secteur parapublic et a aidé les praticiens de la cybersécurité du secteur parapublic à comprendre ces menaces et à s'y préparer.

- L'équipe a entrepris un dialogue avec les partenaires du secteur parapublic par des appels hebdomadaires à la cybercommunauté de pratiques en tant que réponse continue à la pandémie.
- En avril et en mai, une augmentation de 300 % des participants aux webinaires internes de sensibilisation à la cybersécurité à l'échelle de la FPO a été enregistrée.
- Les principaux responsables de la cybersécurité ont participé aux multiples séances « Demandez-moi n'importe quoi » pour répondre aux questions du personnel de la FPO sur la manière de travailler à distance de façon sécuritaire et pour donner des astuces et des conseils sur la façon d'être cyberfuté pendant la pandémie de COVID-19.

Centre d'excellence en cybersécurité pour le secteur parapublic

Dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour relever les défis relatifs à la cybersécurité auxquels sont confrontés les organismes du secteur public, l'Ontario a créé en 2019 un centre d'excellence (CE) en cybersécurité pour le secteur parapublic. Le CE est un pilier clé de la Stratégie en matière de cybersécurité de la fonction publique de l'Ontario, approuvée en principe par le Conseil de gestion du gouvernement du Conseil du Trésor, en juillet 2019.

Le CE appuie les ministères ainsi que les partenaires du secteur parapublic qui fournissent des services. Il offre des conseils, une orientation et des services et échange des renseignements afin de renforcer la résilience numérique et d'améliorer la posture de cybersécurité de l'Ontario.

	<p>Dans le cadre des services qu'offre le CE, l'Ontario a mis sur pied la communauté de pratiques de la cybersécurité, afin de rassembler les intervenants du secteur parapublic et des municipalités et les experts de la Division de la cybersécurité pour discuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire part des dernières nouvelles et menaces en matière de cybersécurité; • répondre aux questions des participants sur la cybersécurité; • solliciter les commentaires des participants sur des sujets d'intérêt liés à la cybersécurité. <p>Les appels de la communauté de pratique visent à créer un espace permettant aux professionnels de la cybersécurité de toute la province de communiquer des renseignements sur les événements de cybersécurité, de raconter des expériences lorsqu'ils font face à des incidents cybernétiques et d'établir un forum ouvert pour discuter des idées sur la façon pour les systèmes, les processus et les personnes capables de résister aux cyberattaques.</p>	
<p><u>Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u></p>	<p><u>Notre réponse à la COVID-19</u></p> <p>Nous avons eu un rôle particulier à jouer dans le soutien de notre personnel, de nos partenaires opérationnels et de la population de l'Ontario pendant la pandémie, alors que nous avons commencé à travailler à distance et à assurer la continuité des opérations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons créé une demande d'aide d'urgence pour les Ontariens en deux semaines. • Nous avons vu une augmentation de 70 % d'utilisateurs de MesPrestations, une application d'aide sociale multimode qui permet aux utilisateurs d'accéder à leurs renseignements et de signaler les changements. • Les heures de notre système automatisé de gestion de l'aide sociale ont été prolongées pour le personnel des ministères et des municipalités pour les aider à mieux servir le public. 	<p>Aklilu Tefera Sous-ministre adjoint et directeur de l'information, Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse Aklilu.Tefera@ontario.ca</p>

	<p><u>Programme ontarien des services en matière d'autisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Ce système a été lancé en avril 2019 pour aider l'équipe centrale de l'accueil et des inscriptions du Programme ontarien des services en matière d'autisme à traiter les demandes des familles d'enfants autistes. <p><u>Aide sociale – MesPrestations</u></p> <p>MesPrestations est une solution mobile numérique qui permet aux clients du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et du programme Ontario au travail (OT) de vérifier l'état de leurs prestations et de déclarer eux-mêmes tout changement à leur revenu et à leurs renseignements.</p> <ul style="list-style-type: none"> En 2019-2020, nous avons ajouté des fonctionnalités pour que les nouveaux utilisateurs et les utilisateurs existants deviennent des utilisateurs sans papier par défaut, pour afficher et télécharger la preuve de statut de l'aide sociale, pour mettre à jour les numéros de téléphone, pour modifier leur préférence de communication et afficher les soldes de trop-payé, ainsi que pour ventiler le solde. <p><u>Gestion électronique des documents (GED)</u></p> <p>La GDE permet au personnel du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et du programme Ontario au travail d'accéder rapidement aux documents numériques et de disposer de temps pour aider les bénéficiaires de l'aide sociale à obtenir du soutien. En 2019-2020, nous avons numérisé 28 millions de pages.</p> <p>En 2019-2020, les derniers bureaux du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ont été intégrés à la GDE et tous les bureaux du POSPH sont maintenant en service. Pour les bureaux du programme Ontario au travail, nous avons ajouté cinq bureaux et vidé sept salles de dossiers.</p>	
<p><u>Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (GISC)</u></p>	<p><u>Plateforme de programmes d'études numériques</u></p> <p>Le ministère de l'Éducation a changé la façon dont il offre les programmes d'études afin de mieux refléter la façon dont les Ontariens consomment l'information.</p> <p>La nouvelle plateforme de programmes d'études numériques communique ce que les étudiants de l'Ontario doivent apprendre en rendant le programme d'études et les</p>	<p>Soussan Tabari Directeur de l'information, GISC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

ressources d'apprentissage plus transparents pour les parents, les éducateurs et le public.

Elle est également une méthode plus facile et plus rapide pour le Ministère de réviser le programme d'études et de mettre à jour et afficher les ressources d'apprentissage.

La plateforme est un espace numérique à partir duquel tout le monde peut accéder aux programmes d'études et aux ressources d'apprentissage. Cette plateforme aide les parents, les étudiants et les enseignants à voir les liens entre l'apprentissage dans différentes classes et matières d'une manière conviviale et mobile, et deviendra de plus en plus interactive au fil du temps. Le 23 juin 2020, le premier ministre et le ministre de l'Éducation ont annoncé le lancement du nouveau programme de mathématiques qui est hébergé sur la plateforme de programmes d'études numériques. La plateforme prendra régulièrement de l'expansion avec plus de contenu et de fonctionnalités, en fonction des besoins des utilisateurs et de leurs commentaires.

Soutien aux familles

Le 25 mars 2020, le gouvernement a publié le Plan d'action de l'Ontario contre la COVID-19, qui comprend des fonds aux familles pour les aider avec les frais de garde d'enfants et les dépenses liées à l'éducation pendant la période de fermeture d'écoles. Ce financement aiderait les familles pour un total de 1 680 000 enfants âgés de 0 à 12 ans ainsi que 335 000 personnes ayant des besoins spéciaux jusqu'à l'âge de 21 ans.

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC) a mis en œuvre la solution de soutien aux familles en utilisant un développement rapide et une méthodologie agile et en tirant parti d'une plateforme existante appelée « iACCESS ». Le GSC a également mis au point une interface avec le Système intégré de gestion de l'information financière (SIF) organisationnel afin de soutenir une prestation transparente de fonds aux parents, en partenariat avec le ministère de l'Éducation, les Services technologiques d'infrastructure (STI), la Direction de la sécurité de la TI du gouvernement (DSTG), les Services numériques de l'Ontario (SMO), le Bureau de la vérificatrice générale et Service Ontario.

Dans les douze jours suivant la publication du plan d'action, le GSC a élaboré et lancé une demande détaillée. Tirant parti des plateformes existantes, mais utilisant de nouveaux modes de paiement, le site a fait l'objet d'un record de 250 000 demandes en 24 heures. Les processus de présentation des demandes du programme ont de plus été rationalisés, car environ 300 000 demandes pour l'Initiative de soutien aux parents (programme de la période de grève scolaire) avaient déjà été vérifiées et les prestations pouvaient donc être versées par dépôt direct. Ces demandes ont été transférées dans le système de Soutien aux familles, et étaient automatiquement admissibles au paiement sans qu'il soit nécessaire de les présenter de nouveau pour le programme Soutien aux familles.

Ce programme a été ouvert au public le 6 avril 2020 et, depuis, environ 1,66 million de demandes ont été reçues à l'aide du système en ligne, et environ 1,6 million de demandes ont déjà été traitées pour payer près de 300 millions de dollars aux familles d'enfants de l'Ontario. Les paiements aux parents sont en grande partie effectués au moyen du Transfert électronique de fonds. Dans le cadre de cette initiative, la fonction publique de l'Ontario a, pour la première fois, utilisé le transfert par courriel pour payer de façon rapide et sécuritaire les parents.

Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE)

En mars 2019, le ministère de l'Éducation s'est engagé à travailler avec l'OQRE à la modernisation de l'organisme et de ses processus, notamment en continuant de s'assurer que les systèmes et les actifs en données de l'OQRE sont sécurisés. Ce programme de modernisation a permis de cerner trois domaines d'intérêt en partenariat avec le Groupement ITI pour les services à la collectivité :

- La migration de l'empreinte de l'infrastructure de l'organisme vers le Centre de données de Guelph du gouvernement pour réaliser des gains d'efficacité opérationnelle et assurer la sécurité continue des systèmes et des fonds de données de l'OQRE. La phase 1 de la migration a été achevée en janvier 2020, en collaboration avec les Services technologiques d'infrastructure.
- L'élaboration et la mise en œuvre du test de compétence en mathématiques (TCM) pour les candidats à l'enseignement au printemps 2020 afin de renforcer l'enseignement des mathématiques dans la province, ce qui coïncide avec la publication d'un nouveau programme de mathématiques au niveau élémentaire. Le GSC a aidé l'organisme à élaborer des modèles

logiques de programme pour mettre en œuvre l'évaluation ainsi qu'à évaluer les contrôles de sécurité et de protection de la vie privée dans la solution gérée par le fournisseur. Le GSC a également collaboré activement avec le ministère de l'Éducation pour l'élaboration des processus d'administration du TCM.

Un soutien et une expertise ont été fournis pour l'élaboration d'un mécanisme d'approvisionnement concernant l'évaluation numérique et la notation, car il est reconnu que les élèves apprennent mieux dans un environnement plus axé sur la technologie. Par conséquent, la façon dont l'apprentissage des élèves est évalué doit être modernisée.

Modernisation de l'Outil de gestion des rapports d'incident grave et des permis d'établissement (GRIG-PE)

En 2015, un Comité consultatif pour les services en établissement a mené un examen des services en établissement pour les enfants et les jeunes dans tous les secteurs (c'est-à-dire, justice pour les jeunes, bien-être de l'enfance, santé mentale et besoins complexes et spéciaux). L'examen a porté sur les besoins des enfants et des jeunes en milieu d'établissement, en mettant l'accent sur les approches des traitements, programmes et services efficaces ainsi que sur les méthodes de placement, de soins et de traitement en milieux d'établissements. En 2016, le Comité a remis son rapport final avec ses recommandations : « Parce que ce sont les jeunes qui comptent : Rapport du Comité consultatif pour les services en établissement ».

Le rapport mis en évidence a établi qu'une solution de TI modernisée automatiserait, simplifierait et regrouperait les processus de délivrance de permis d'établissement de bout en bout, pour appuyer bon nombre des recommandations énoncées dans le rapport du Comité, comme les suivantes :

- la création d'un annuaire Web centralisé et public de tous les fournisseurs de services autorisés de la province pour optimiser la prise de décisions relatives au placement;
- le renforcement de la capacité à recueillir des données à l'échelle du système de services en milieu d'établissement et de produire des rapports sur le nombre de jeunes pris en charge hors de leur domicile qui font partie de groupes culturels, raciaux, confessionnels ou d'identité sexuelle particuliers;
- l'intégration des données dans les bases de données existantes;

- la permission d'utiliser la veille stratégique pour effectuer de solides analyses de comparaison et de tendances afin d'aider à définir des repères et des cibles de rendement;
- la contribution à une stratégie proactive pour la promotion des droits, du bien-être et de la participation des jeunes – surtout des jeunes ayant des besoins particuliers ou complexes.

En raison de la solide harmonisation de la solution proposée avec le Système de gestion des permis des services de garde d'enfants actuel, les partenaires du Ministère ont mobilisé le Groupement ITI pour les services à la collectivité pour l'élaboration d'une solution de TI afin de donner suite aux recommandations du Comité. Depuis l'approbation du projet, la version 1.0 a été achevée et mise en service en novembre 2019. Elle a permis aux fournisseurs de services de présenter des rapports d'incidents graves à l'aide du portail Web et au Ministère de les traiter par voie électronique. Le système compte environ 6 200 sites de fournisseurs de services, et environ 9 000 utilisateurs externes et 900 employés du Ministère y ont accès.

À ce jour, environ 30 000 rapports d'incidents graves ont été soumis. La version 2.0 du projet a été lancée en février 2020 et a permis la gestion de bout en bout du cycle de vie d'un site résidentiel autorisé. Ainsi, environ 530 sites autorisés ont été ajoutés, et la communication, la qualité des données et la surveillance ministérielle de tous les sites autorisés par les résidences ont été améliorées. La version 3.0 du projet a été lancée en mai 2020, ce qui a permis de partager les données avec les groupes existants chargés de la veille stratégique et au Ministère de constater les tendances des données qui aideront à prendre des décisions plus éclairées.

Programme d'amélioration de la bande passante

Le Programme d'amélioration de la bande passante pluriannuel a pour but de fournir un niveau rapide, fiable et sécurisé de connectivité de la bande passante dans les écoles à tous les élèves et les enseignants de l'Ontario – y compris ceux dans les régions rurales, éloignées et du Nord.

La vitesse cible est de 1 mégabit par seconde par élève (1 Mb/s/élève), vu la nécessité d'extensibilité pour répondre à la croissance accrue prévue de l'utilisation d'Internet à l'avenir. Ainsi, les réseaux des conseils scolaires pourront s'adapter aux prochains besoins en matière de bande passante qu'entraîneront les progrès

technologiques dans le milieu d'apprentissage. Cette vitesse a été reconfirmée pour l'année scolaire 2020-2021 et, en partenariat avec les conseils scolaires, sera revue au cours de l'année afin de s'assurer qu'elle répond aux besoins liés à l'apprentissage numérique (les éducateurs étant devenus plus à l'aise avec l'approche tout au long de la période de fermeture des écoles).

Il s'agit de la vitesse cible notée dans le rapport « Manifesto for 21st Century Learning » de l'Ontario Association of School Business Officials (OASBO) en 2013, et l'objectif pour 2017-2018 fixé par la State Education Technology Directors Association (SETDA) aux États-Unis, qui est jugée suffisante pour un environnement d'apprentissage primaire et secondaire (de la maternelle à la 12^e année). Une analyse plus poussée a confirmé qu'il s'agit d'une cible appropriée selon les délais moyens de téléchargement des cours. Selon les renseignements recueillis par les conseils scolaires au printemps de 2016, les données ont indiqué que la majorité des conseils fonctionnaient sous de ce seuil.

Ce programme met en œuvre une technologie de réseau étendu réalisé par logiciel et un niveau de base de la sécurité du réseau, avec une étroite collaboration entre le Ministère et les conseils scolaires. L'objectif initial était de commencer modestement par une mise à niveau dans un nombre limité d'écoles représentant des conseils scolaires anglophones, francophones, publics et catholiques de toutes les régions de la province afin de tirer des leçons pouvant être appliquées à de futurs travaux. Ces leçons ont éclairé la stratégie et l'approche du déploiement complet qui a débuté en août 2017.

Au 30 juin 2020, 41 conseils ou administrations scolaires et plus de 2 200 écoles avaient achevé leurs travaux de modernisation pour plus de 821 000 élèves, dont dans 755 écoles rurales et 461 écoles du Nord. Trente-huit (38) autres conseils scolaires sont à la phase de mise en œuvre, ce qui signifie qu'ils ont terminé la phase de conception, et des activités subséquentes d'approvisionnement et de déploiement sont en cours pour mettre en œuvre les réseaux à large bande. Ces 39 conseils scolaires comprennent plus de 1 226 000 élèves, 338 écoles rurales et 40 écoles du Nord.

Les travaux se poursuivent avec neuf conseils scolaires afin de déterminer les besoins en matière de maintien de l'infrastructure du réseau au-delà de la fin du programme, et des recommandations sont prévues d'ici la fin de l'exercice.



Les prochaines activités prévues seront éclairées par la mise en œuvre actuelle et porteront sur l'achèvement de la modernisation par les autres conseils scolaires, et des discussions continues auront lieu sur la manière d'assurer la durabilité après la fin du programme.

Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO)
(projet phare)

Le RAFEO est un programme phare du ministère des Collèges et Universités. Le RAFEO est chargé d'administrer les régimes provinciaux et fédéraux d'aide financière aux étudiants pour les étudiants de l'Ontario qui suivent des études postsecondaires.

Le RAFEO offre aux étudiants admissibles de l'Ontario l'aide financière nécessaire pour payer les coûts liés aux études, comme les frais de scolarité, les livres, les frais de subsistance et le transport. De plus, le RAFEO offre des options d'aide au remboursement lorsque les étudiants terminent leurs études. L'aide financière comprend plus de 20 instruments de financement et peut venir sous de nombreuses formes : subventions, bourses, bourses d'études, bourses de perfectionnement, réduction de dettes, exemption d'intérêts, programme de travail-étude ou prêts.

Le RAFEO est une solution Web mobile qui comprend plus de 50 applications et sous-systèmes pour appuyer la collecte de données et le traitement des demandes pendant trois années scolaires, et la consultation de données pour toutes les années précédentes. Le RAFEO est utilisé par plus de 3 millions d'étudiants ontariens, des centaines d'employés du Ministère et plus de 3 000 agents d'aide financière dans plus de 2 000 bureaux financiers répartis dans plus de 2 000 universités et collèges partout dans le monde.

Au cours des 12 derniers mois, il y a eu plus de 44 versions à l'échelle des principaux sous-systèmes et applications pour appuyer les priorités gouvernementales, les changements stratégiques et les améliorations. Elles comprenaient des changements pour répondre aux modifications de politiques liées à la pandémie de COVID-19. Le 25 mars 2020, la province a publié le Plan d'action de l'Ontario contre la COVID-19, qui prévoyait un soutien pour le secteur postsecondaire grâce à un report temporaire de six mois des paiements versés au

RAFEO par les étudiants et à l'accumulation des intérêts. Dans la journée qui a suivi l'annonce, le Ministère a été en mesure d'apporter le changement demandé au RAFEO. En moyenne, le gouvernement reçoit environ 500 000 demandes de subventions et de prêts chaque année. Il est prévu que le report temporaire des paiements au RAFEO et des intérêts accumulés profitera à un sous-ensemble important de bénéficiaires du RAFEO.

De plus, sept simulations ont été effectuées pour la prise de décisions fondées sur des données probantes pour le changement de politique en raison de la COVID-19. En outre, le GISC a lancé un certain nombre de versions pour l'année scolaire 2020-2021 (versions 1 à 4) entre mai et août 2020.

En outre, une amélioration a été apportée au système pour permettre aux étudiants d'utiliser des signatures numériques et d'ajouter des protections par mot de passe aux documents requis pour la confirmation de leur inscription. Les étudiants peuvent dorénavant envoyer par courriel des documents à leur établissement postsecondaire pour signature, et téléverser en ligne des documents signés et protégés par un mot de passe.

Cartes SIG pour permettre la prise de décisions en matière d'éducation pendant la pandémie COVID-19

Cerner les lacunes potentielles relatives à l'accès Internet de tous les étudiants de l'Ontario

Le 12 mars 2020, le gouvernement de l'Ontario a annoncé que toutes les écoles publiques de l'Ontario seraient fermées pour protéger la santé et la sécurité des élèves et du personnel dans le cadre de la COVID-19. Pour faciliter l'apprentissage continu des élèves ontariens pendant la pandémie, tous les élèves devaient avoir accès à Internet et à des sites éducatifs, comme le programme Apprendre à la maison du ministère de l'Éducation.

Des cartes du Système d'information géographique (SIG) et des analyses spatiales ont été utilisées pour cerner les lacunes potentielles en ce qui a trait à la disponibilité de la large bande pour les élèves étudiant de la maison. Les données du ministère de l'Éducation sur l'emplacement des élèves et des écoles selon le code postal, et les ensembles de données nationaux sur les larges bandes du gouvernement

fédéral ont été utilisés dans l'analyse spatiale du SIG et la modélisation pour cibler les zones de concentration d'élèves qui n'ont pas ou peu de connectivité Internet.

Les cartes SIG et les résultats des données permettent à l'équipe d'amélioration de la bande passante du Groupement ITI pour les services à la collectivité de prendre des décisions plus éclairées et plus précises sur les projets de mise en œuvre de la large bande. Cet exercice appuiera les efforts prioritaires du Ministère et du gouvernement en matière d'accès équitable. Le 3 juin 2020, le gouvernement de l'Ontario a annoncé que 150 millions de dollars seraient investis dans des services à large bande et des services cellulaires fiables.

Utilisation de cartes SIG et d'analyses spatiales pour planifier et surveiller la réouverture de l'école pour le reste de l'année scolaire 2019-2020.

Depuis la fermeture de toutes les écoles publiques de l'Ontario le 12 mars 2020, le gouvernement de l'Ontario planifie et surveille la réouverture sécuritaire des écoles pour le reste de l'année scolaire 2019-2020. Le GSM a collaboré étroitement avec le ministère de l'Éducation à l'élaboration et à l'analyse de scénarios de sécurité dans les écoles à l'aide d'analyses spatiales et statistiques.

Des cartes SIG et une application Web interactive ont été créées afin d'analyser et de surveiller les répercussions des points chauds de la COVID-19 et ont confirmé les cas positifs dans toutes les écoles de l'Ontario et tous les lieux des élèves par code postal.

L'Unité de santé publique a confirmé des données positives sur les cas dans une région de tri d'acheminement, qui était intégrée dans l'espace et mise à jour quotidiennement avec des scripts SIG automatisés afin de fournir les renseignements et les analyses les plus récents aux décideurs de la haute direction. Le 19 mai 2020, le gouvernement de l'Ontario a annoncé que les écoles resteraient fermées jusqu'à la fin de juin 2020, étant donné qu'il était encore dangereux pour les élèves de fréquenter l'école, d'après l'analyse des données sur la COVID-19.

**Groupement pour
l'intégration des services
gouvernementaux (GISG)**

Initiative de modernisation des infoCentres (MIC)

Les activités de la première année de l'Initiative de modernisation des infoCentres (un plan pluriannuel visant à réduire et/ou à éliminer les processus et la technologie redondants et incohérents) ont été exécutées.

Principaux résultats de l'initiative globale : mise en œuvre du modèle opérationnel des infoCentres de la prochaine génération qui permet au gouvernement de l'Ontario de s'engager à bâtir un gouvernement plus efficace et d'offrir les meilleurs services et options bidirectionnels de téléphonie, de courriel, de clavardage en ligne et de messagerie pour aider les Ontariens à obtenir de l'information plus rapidement et plus facilement.

Lancement du Programme de soutien aux parents

En partenariat avec le Groupement ITI pour les services à la collectivité et le ministère de l'Éducation, le Ministère de l'Éducation a lancé un infoCentre (technologie et personnel) pour accorder un fonds de soutien aux parents ayant des enfants d'âge scolaire, dans un délai de trois semaines, en faisant la promotion de l'engagement du gouvernement de l'Ontario à l'égard de l'excellence des services et en favorisant une approche « Comment puis-je vous aider ». Plus de 700 000 parents et 1,5 million d'enfants touchés ont ainsi accès à des services.

COVID-19 : Maintien et prolongation des services des infoCentres

En raison de la COVID-19, la nécessité d'accéder à l'information en ligne et de recevoir de l'aide par l'intermédiaire des infoCentres s'est accrue de façon exponentielle, le volume provenant des modes de prestation en personne ayant été réduit en raison de considérations de distanciation physique. La nécessité d'appuyer également la distanciation physique dans les infoCentres a créé un défi supplémentaire.

Nous avons veillé à la préparation technique et du personnel en communiquant des messages et de l'information dans l'ensemble des infoCentres, en assurant la capacité et la stabilité de la Solution organisationnelle de l'InfoCentre pour gérer le volume d'appels supplémentaire, ainsi qu'en accordant la souplesse nécessaire pour établir de nouveaux infoCentres dans un délai de 24 à 96 heures, et en apportant des modifications à la conception pour améliorer les services, tout en accordant la priorité à la distribution de l'équipement pour aider le personnel à s'assurer de la capacité de travailler à la maison pour assurer la continuité des services.

Renée Laforêt,
 Directrice de l'information,
 Groupement pour l'intégration
 des services gouvernementaux
renee.laforet@ontario.ca

Un partenariat solide avec les STI, tous les groupements et tous les secteurs de programme était essentiel pour assurer le succès.

Résultats principaux

- Jusqu'à 2 100 agents des infoCentres traitent les appels depuis leur domicile.
- Les nouveaux infoCentres « L'Ontario, ensemble – Freinez la propagation » ont été mis en place dans un délai de 24 à 96 heures.
- De nouveaux programmes tels que Soutien aux familles, l'aide sociale d'urgence, la prime liée à la pandémie, etc. ont permis d'élargir les services par l'intermédiaire des infoCentres actuels.
- Plus de 100 000 contacts ont lieu quotidiennement avec le personnel et des experts en la matière des InfoCentres partout en Ontario, ce qui permet au gouvernement de continuer à offrir ses services essentiels à sa mission et à ses activités.

COVID-19 : L'Ontario, ensemble

Puisque les travailleurs de la santé de première ligne et d'autres travailleurs faisaient face à des pénuries d'équipement de protection personnelle (EPI), comme les respirateurs, les masques et les gants, le site « L'Ontario, ensemble » a été utilisé pour recueillir des propositions de fournitures d'urgence, d'idées et de solutions novatrices, y compris des dons, afin de permettre à l'Ontario d'obtenir des biens et des services en demande et de demander à son secteur manufacturier de redéployer sa capacité afin de lutter contre la propagation de la COVID-19.

- En se branchant au portail « L'Ontario, ensemble » conçu par les Services numériques de l'Ontario (SNO), l'équipe du Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux a rapidement élaboré un outil de gestion des soumissions en nuage (Gestion électronique des relations avec la clientèle), en partenariat avec le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, le ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce (MDECEC), le ministère de la Santé et les SNO, à l'aide des ressources techniques offertes par le Groupement pour le travail et les transports (GTT) et le Groupement pour les organismes centraux, ainsi qu'un infoCentre pour répondre aux questions en tout temps avec l'aide des Services technologiques d'infrastructure.

- L'outil de gestion des relations avec la clientèle permet l'acheminement de chaque soumission à différents utilisateurs dans divers ministères et secteurs partenaires afin qu'ils puissent ajouter leur expertise à chaque soumission.
- Il était très important de rendre compte au sous-ministre, au cabinet des ministres et au cabinet du premier ministre, de sorte qu'une équipe de développeurs de Power BI et d'experts en données provenant du GISG, du GTT, de la Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario et du MDECEC a été assemblée afin de créer et d'élaborer des tableaux de bord pour le suivi et la production de rapports.

Résultats principaux

- Plus de 24 000 soumissions gérées, 600 utilisateurs internes et 31 achats d'EPI par Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario pour une valeur de plus de 105 millions de dollars.

Dossier numérique des employés du gouvernement

Les dossiers numériques des employés du gouvernement qui contiennent des données très sensibles et qui sont principalement sur support papier doivent être gérés conformément aux obligations prévues par la loi et les conventions collectives. La gestion et le traitement des documents papier représentent un fardeau sur le traitement des ressources humaines et compliquent l'administration de la rémunération et des avantages sociaux.

- Maintenant que les OPSdocs sont cotés pour les données très sensibles, le GISG a reconnu qu'ils pouvaient être utilisés pour stocker les documents numériques des employés et permettre un accès facile, mais bien contrôlé. OPSdocs offre des possibilités pour la gestion des flux de travail, la recherche de documents, la gestion de la conservation des documents, l'intégration des systèmes et la numérisation des dossiers historiques.
- En collaboration avec nos partenaires opérationnels, nous serons en mesure de fournir rapidement et à moindre coût une solution, en commençant par une initiative de trois mois visant à assurer la gestion de base des dossiers des employés, suivie du soutien au flux de travail associé à la réception des formulaires WEAR (Workplace Employee Action Request).

Résultat principal

- Processus de RH plus léger, ainsi qu'une amélioration de l'accès et de la gestion des dossiers des employés

<p><u>Groupe ITI pour les services de santé (GSS)</u></p>	<p>Le GSS, en partenariat avec les Services numériques de Santé Ontario (SNSO), a élaboré deux solutions axées sur les consommateurs pour soutenir l'intervention provinciale en santé publique en réponse à la pandémie de COVID-19. Le ministère de la Santé (MS) et les SNSO ont créé un visualiseur de résultats du test de diagnostic de la COVID-19 en ligne pour permettre au public d'obtenir leurs résultats de laboratoire du Système d'information de laboratoire de l'Ontario (SILO). L'outil a été mis à la disposition du public pour la première fois le 3 avril 2020. Au 10 août 2020, environ 1,56 million d'Ontariens ont eu accès à leurs résultats de test de dépistage de la COVID-19 à l'aide du visualiseur en ligne des résultats des tests de la province.</p> <p>En s'appuyant sur l'outil d'auto-évaluation de l'Alberta et en partenariat avec les Services numériques de l'Ontario, l'Ontario a créé son outil d'auto-évaluation (OAE) pour la COVID-19 en ligne pour soutenir les Ontariens qui s'inquiètent d'être exposés à la COVID-19 ou qui présentent des symptômes. L'OAE a été renforcé afin de créer un programme de suivi visant à (1) renforcer la capacité du système de santé publique de l'Ontario à gérer les cas et les contacts, et à (2) apporter un soutien aux personnes qui doivent s'isoler, tout en améliorant le respect des mesures de santé publique. Au 31 août, 3 440 Ontariens avaient choisi le service de suivi depuis le lancement du 10 mai. L'outil d'auto-évaluation de l'Ontario a été utilisé par 426 553 citoyens.</p> <p>Pour appuyer le suivi des cas et des contacts, le GSS a mis au point Contact+, un service en ligne volontaire qui permet aux Ontariens qui ont obtenu un résultat positif à l'aide du visualiseur de résultats du test de diagnostic de la COVID-19 de signaler eux-mêmes leurs données démographiques et d'autres données à Santé publique. Lancé le 27 mai, Contact+ aide les bureaux de santé publique (BSP) à obtenir rapidement les données démographiques actuelles des cas et les coordonnées, à ouvrir rapidement les enquêtes sur les cas et à recevoir une stratification des risques pour aider à établir les priorités en matière de suivi.</p>	<p>Karen McKibbin Directrice de l'information Groupe ITI pour les services de santé Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

Le 18 juillet, l'Ontario a mis en œuvre une nouvelle **solution provinciale de gestion des cas et des contacts (GCC)** dans une première vague de quatre BSP. La GCC soutient les fonctions de recherche des contacts et de gestion des cas pour les cas des COVID-19 gérés par les BSP. La GCC permettra l'intégration au SILO et à Contact+ et permettra l'extraction et l'analyse de données pour cerner les tendances régionales et les points chauds à l'échelle provinciale. Ce système convivial réduira considérablement le dédoublement et permettra d'accélérer les processus, de rendre plus efficace le travail de gestion des cas et des contacts et appuiera le personnel à distance, ce qui accélérera la recherche des contacts au besoin. Le nouveau système éliminera graduellement les divers outils utilisés dans toute la province et remplacera l'ancienne base de données provinciale sur les maladies transmissibles (Système intégré d'information sur la santé publique ou SIISP) pour la COVID-19. Les 34 BSP et Santé publique Ontario (SPO) doivent commencer à utiliser la GCC d'ici le début de septembre 2020.

Le MS et le ministère des Soins de longue durée (MSLD) ont tiré parti des dossiers d'évaluation (dossiers d'évaluation médicale intégrée) du recueil de données de la méthode d'évaluation RAI (RAI-MDS) des établissements de soins de longue durée **pour comparer l'information démographique des résidents des établissements de soins de longue durée (ESLD) aux résultats de laboratoire de la COVID-19 dans le Système d'information de laboratoire de l'Ontario**. Cela a permis au MS de dresser des listes descriptives de la COVID-19 pour les ESLD qui aident les bureaux de santé publique à surveiller et à gérer les éclosions de COVID-19 dans ces foyers.

La solution Résumé du recensement des lits a été mise en œuvre pour recueillir **quotidiennement des données sur l'hospitalisation dans l'ensemble de la province**. Elle a aidé le MS à :

- mieux comprendre les taux d'occupation quotidiens des lits et l'utilisation d'espaces non conventionnels dans les hôpitaux de l'Ontario;
- à gérer de façon proactive les pressions sur les capacités et les tendances émergentes et y répondre.

À l'appui des mesures prises par le gouvernement pour faire face à la situation pandémique actuelle de la COVID-19, le **Résumé du recensement des lits a été exploité** pour recueillir des données et des rapports supplémentaires afin de recueillir de façon proactive de l'information sur la pandémie en vue de prendre des

décisions fondées sur des données probantes qui amélioreront la prestation des services de soins de santé liés à la COVID-19 en Ontario.

La plateforme **Renseignements opérationnels et analyse de données** (Business Intelligence and Business Analytics – BIBA) héberge plus de 65 ensembles de données différents et plus de 50 To de données stockées dans le dispositif Oracle Exadata, avec 40 Go/seconde de connexions réseau aux serveurs d'applications. Grâce au haut rendement et à la fonctionnalité très évolutive de BIBA, il a été utilisé comme dépôt de données centralisé sur la COVID-19 du Ministère, contenant des ensembles de données sur les demandes de règlement du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario, du SILO, de SPO, d'Action Cancer Ontario, des Services communs pour la santé Ontario, du SIISP, de l'Institut canadien d'information sur la santé, des dossiers d'évaluation médicale intégrée, de la Base de données sur les congés des patients et du Système national d'information sur les soins ambulatoires, etc. Ces données sont fournies régulièrement à des chercheurs externes de l'Université de Toronto, de l'Université York, l'Université d'Ottawa, de l'Institut de recherche en services de santé et de Deloitte afin de permettre à la province pour la modélisation de la pandémie et la prise de décision.

Cette **plateforme** a permis de réaliser la stratégie de gestion de l'information du MS et du MSLD pour les décisions fondées sur des données probantes en permettant aux secteurs de programme de découvrir des modèles de soins, des tendances et des modèles de financement pratiques pour optimiser la prestation des soins de santé dans la province. Elle contient de vastes volumes de données sur les soins de santé qui englobent les hôpitaux, le réseau local d'intégration des services de santé, les centres de santé communautaire et les bureaux de santé publique, et maintenant les données sur la COVID-19. **SavoirSanté Ontario**, un élément important de BIBA, fournit des sources de données faisant autorité décrivant l'expérience des Ontariens en matière de services de santé et constitue la principale source de données cliniques et démographiques utilisées pour prévoir les tendances dans le secteur de la santé en Ontario.

Nous avons mis en place les documents PDF et les courriels protégés par mot de passe pour remplacer la transmission par télécopieur des rapports d'inspection des foyers de soins de longue durée. Les inspecteurs de ESLD ont pu ainsi réduire les processus administratifs et les délais d'exécution, et assurer la sécurité et la



confidentialité des rapports, ce qui contribue à réduire au minimum les risques encourus pour les résidents aux ESLD.

Nous avons mis en œuvre le **courriel sécurisé DeliverySlip pour remplacer la transmission par télécopieur des formulaires envoyés par le Bureau de l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques aux avocats**, aux hôpitaux et aux autres intervenants externes. Ainsi, les conseillers en droits peuvent envoyer des communications de façon sécuritaire et ils n'ont plus besoin d'imprimantes et de télécopieurs sur le lieu de travail.

Notes de mise en garde sur le Système de répartition assistée par ordinateur (Système RAO) pour les ambulanciers paramédicaux : À la suite d'un décret d'urgence approuvé par le Cabinet et le lieutenant-gouverneur le 3 avril, les laboratoires et les bureaux de santé publique ont été tenus de communiquer aux premiers intervenants, sur demande, un sous-ensemble d'information concernant les personnes qui ont reçu un résultat positif au test de dépistage de la COVID-19. En collaboration avec l'équipe du Système d'information de laboratoire de l'Ontario de Santé Ontario, l'équipe a intégré les données dans le Système de répartition assistée par ordinateur du centre de répartition des ambulances afin de permettre d'avertir au préalable les ambulanciers paramédicaux avant leur arrivée sur les lieux. Le travail d'intégration a été réalisé tout en veillant à ce que les mesures de protection de la vie privée et de la sécurité les plus rigoureuses soient en place.

Portail de recherche d'information sur la COVID-19 des laboratoires : L'unité de santé au travail de l'ORNGE a eu accès à un outil Web sécurisé qui a été mis en place et utilisé pour suivre l'exposition potentielle des ambulanciers aériens et des pilotes de l'ORNGE aux patients positifs à la COVID. L'application soutient la santé et la sécurité des fournisseurs de soins de santé de première ligne.

Systèmes d'information de laboratoire (SIL) – Accroître la quantité de tests de dépistage de la COVID-19 : Nous avons amélioré le système d'information de laboratoire pour composer avec l'afflux de nouvelles demandes de tests en laboratoire et une augmentation considérable du volume. Le GSS a travaillé avec SPO, les fournisseurs et les STI pour augmenter la capacité et déployer des ensembles de matériel de laboratoire afin de répondre à divers besoins critiques liés à la COVID (nouveaux instruments et méthodes d'analyse).



Le Système de paiement des demandes de règlement pour services médicaux traite plus de 380 millions de dollars en transactions pour des paiements de 14,1 milliards de dollars à environ 35 000 fournisseurs par année à l'appui du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (RAMO). Le GSS a collaboré avec la Division du RAMO pour s'assurer que **les médecins reçoivent une rémunération pour les services fournis pendant cette pandémie qui ne font pas partie de leurs services normaux de l'Assurance-maladie de l'Ontario.**

- Un cadre et des codes de facturation permettant aux médecins de facturer pour les services fournis dans les 140 (ou plus) centres d'évaluation de la COVID-19 et de recevoir des paiements, et d'alléger le secteur opérationnel par l'affiliation automatisée des médecins à ces centres.
- Des primes, des codes de facturation et des règles de paiement connexes pour les services fournis dans la collectivité, y compris les hôpitaux (à l'extérieur des centres d'évaluation) et les cabinets de médecins par téléconférence ou vidéoconférence. Il s'agit d'un changement de pratique, puisque les services assurés par le RAMO sont traditionnellement fournis dans le cadre d'une interaction en personne. Cela est distinct des soins virtuels, qui ne font pas partie des services assurés par le RAMO.
- Les codes de facturation et les règles de paiement connexes pour les médecins à l'extérieur des hôpitaux et des centres d'évaluation qui doivent recevoir des paiements pour les services aux patients qui ne sont pas assurés par le RAMO afin d'assurer le traitement en temps opportun des services liés à la COVID-19 pour les patients qui ne sont pas habituellement financés par le RAMO.

Nous avons mis en œuvre de modifications au système d'inscription du **Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (RAMO)** afin de nous assurer que les citoyens qui ne peuvent pas se rendre en personne dans un bureau de Service Ontario en raison de la distanciation sociale attribuable à la COVID-19 continuent d'être admissibles au Régime.

Le **Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (PAAF)** permet aux Ontariens ayant une déficience physique de longue durée d'accroître leur autonomie en ayant accès à des appareils et accessoires fonctionnels adaptés à leurs besoins individuels. Le Programme offre un soutien orienté vers le client et un financement pour les résidents de l'Ontario qui ont une incapacité physique de longue durée. À l'appui des recommandations du gouvernement visant à réduire les contacts

personnels, à contenir la propagation de la COVID-19 et à continuer de protéger les populations vulnérables contre les retards dans l'accès aux prestations du PAAF, il a fallu mettre à jour le système.

- Nous avons mis en place un nouveau service de transmission par télécopieur pour l'utilisation des fournisseurs du PAAF afin d'assurer la réception et le traitement des demandes de financement pendant la pandémie. Nous avons permis au personnel du PAAF de reprendre le traitement d'environ 6 000 demandes de fournisseurs par semaine.
- Nous avons assuré la prestation ininterrompue de l'aide financière pour les appareils et les accessoires en mettant en œuvre des prolongations automatiques de renouvellement des subventions pour les clients admissibles, avons prolongé automatiquement les demandes de remboursement du PAAF qui étaient arrivées à échéance, avons suspendu les exigences d'évaluation en personne pour le financement du renouvellement de l'oxygénothérapie à domicile et avons supprimé les restrictions de quantité imposées aux patients en soins palliatifs qui ont besoin d'oxygène à domicile.

Rapports sur la gestion de l'application des appareils et accessoires fonctionnels (RG-AAAF)

Cette application permet au secteur d'activité des appareils et accessoires fonctionnels de générer des rapports sur l'exploitation et les paiements pour appuyer le Programme des appareils et accessoires fonctionnels (PAAF). Le PAAF offre un soutien axé sur la clientèle et une aide financière aux résidents de l'Ontario ayant une déficience de longue durée afin de leur permettre d'obtenir des appareils et accessoires fonctionnels personnalisés adaptés à leurs besoins individuels pendant plus de six mois. L'application fournit au PAAF 80 rapports prédéfinis et des rapports ponctuels pour aider à la prise de décision.

Le projet de migration, qui comprenait la migration des RGDFAAF vers une plateforme partagée, appelée BIDA, hébergée au Centre de données de Guelph à partir de l'ancien environnement Sheba II, s'est terminé avec succès le 20 mai 2020.

Le **Système de réseau de la santé (SRS)** est un système à l'échelle de la province offert en tout temps qui permet de traiter en temps réel les demandes de règlement des demandes de remboursement de médicaments et de services pharmaceutiques financés par l'État. La demande des services à la clientèle des programmes de

prestation appuie le SRS en traitant les demandes pour divers programmes, dont le Programme d'accès exceptionnel (PAE), le Programme de médicaments Trillium (PDT) et le Programme de la quote-part pour les personnes âgées (PCPPA), offerts dans le cadre du Programme de médicaments de l'Ontario (PMO). Dans le Plan d'action de l'Ontario contre la COVID-19, des changements ont été apportés au système pour appuyer les programmes publics de médicaments de l'Ontario :

- Les autorisations ont été étendues pour les patients qui avaient déjà reçu des approbations pour le PAE. Des extraits de données ont été fournis aux prescripteurs, leur permettant de communiquer ces mises à jour à leurs patients.
- Nous avons soutenu les modifications réglementaires apportées par le gouvernement en vertu de la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario* afin de prolonger le processus de nouvelle cotisation déductible en cours d'année pour les ménages participant au PDT. Pour l'année de prestations 2019-2020, qui s'est échelonnée du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2020, les ménages pouvaient demander que leur franchise fasse l'objet d'une nouvelle cotisation s'il y avait une différence de 10 % ou plus entre les revenus de 2020 et de 2018, y compris pour des raisons liées à la COVID-19.
- Nous avons tiré parti des ensembles de données sur la quote-part pour les personnes âgées du PMO pour identifier les personnes âgées à faible revenu qui doivent s'isoler afin de les rapprocher des services communautaires tels que les services de livraison d'épicerie, les solutions de santé mentale et d'autres besoins en soins de santé.

Le **projet d'intégration du Système de contrôle de la qualité (SCQI) pour les inspecteurs du Programme d'inspection de la qualité des foyers de soins de longue durée** a automatisé la création des demandes dans cette solution et les systèmes de la ligne INFO. Grâce à cette automatisation, l'Équipe centrale de réception, d'évaluation et de triage (ECRET) n'a plus à créer manuellement des demandes dans le SCQI. L'automatisation des processus manuels a réduit le temps de saisie des données administratives pour la création des demandes et a amélioré l'efficacité au sein de l'ECRET en permettant à l'équipe de consacrer davantage son temps à des activités essentielles comme le triage et les priorités cliniques.

**Division de l'information,
de la protection de la vie
privée et des archives
publiques (DIPVPAP)**

Modernisation des services d'accès à l'information (AI) – L'Ontario travaille à l'élaboration de propositions législatives visant à améliorer l'efficacité des services d'AI de l'Ontario et à offrir un accès plus rapide et plus fiable aux renseignements gouvernementaux au moyen de ses programmes d'accès à l'information. Les propositions comprennent des processus et des procédures simplifiés de l'AI, des demandes gratuites pour les personnes qui cherchent à obtenir leurs propres renseignements personnels, ont amélioré l'efficacité du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario (CIPVP), une nouvelle exemption pour les dossiers d'audit interne et une divulgation proactive. D'autres propositions complémentaires sont en cours d'élaboration pour renforcer la tenue de documents au gouvernement de l'Ontario.

Modèle de programme de gestion de la protection de la vie privée – La DIPVPAP a publié le modèle de programme de gestion de la protection de la vie privée sous forme alpha (une version préliminaire visant à promouvoir la rétroaction et le développement rapide) en janvier 2020, ce qui constitue le produit livrable central du Plan d'action de gestion de la protection de la vie privée. Le modèle de programme de gestion de la vie privée comprend un modèle de programme évolutif pour la gestion de la vie privée à mettre en œuvre au sein des ministères. Le modèle de programme est axé sur la responsabilisation et la gestion des risques et introduit deux nouveaux processus opérationnels de gestion de la vie privée : production de rapports d'évaluation de l'évolution des pratiques en matière de protection de la vie privée et gestion des risques liés à la protection de la vie privée. Trois nouveaux documents d'orientation ont été élaborés pour appuyer le nouveau modèle de programme :

- la ligne directrice du Programme de gestion de la vie privée – décrit les rôles, les responsabilités, les objectifs, les intrants, les activités, les extrants et les résultats du modèle de programme de gestion de la vie privée et comprend des conseils sur la mise en œuvre du modèle de programme au sein d'un ministère;
- la ligne directrice sur l'évaluation d'évolution des pratiques en matière de protection de la vie privée – décrit les rôles et les responsabilités et comprend des instructions par étape sur la façon de remplir un rapport d'évaluation des pratiques en matière de protection de la vie privée;
- la ligne directrice sur la gestion des risques liés à la protection de la vie privée – décrit les rôles et les responsabilités et comprend des instructions par étape sur la façon de cerner, d'évaluer, d'atténuer les risques liés à la

John Roberts

Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario, Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques
john.roberts@ontario.ca

protection de la vie privée et d'en rendre compte, en mettant l'accent sur la création et la tenue d'un registre des risques liés à la protection de la vie privée du ministère.

La DIPVPAP a reçu des commentaires de fond des praticiens de la protection de la vie privée sur la version alpha et publiera une version bêta à jour de ces documents d'orientation à la fin de septembre 2020.

Communauté de pratique de la gestion de la protection de la vie privée – En juin 2019, la DIPVPAP a créé la nouvelle communauté de pratique de la gestion de la protection de la vie privée (CPGPVP). La création de la CPGPVP était un produit livrable du Plan d'action sur la gestion de la protection de la vie privée et est une communauté qui se consacre à l'amélioration de cette pratique dans la FPO. Composée de professionnels de la protection de la vie privée de ministères et d'organismes, la CPGPVP réunit des personnes qui travaillent dans les bureaux de l'AI et de la protection de la vie privée, la gestion de l'information de la TI, les bureaux de la protection de la vie privée et de la sécurité, les programmes d'analyse des données et la cybersécurité pour l'échange d'information, la formation et l'élaboration concertée de documents d'orientation sur la protection de la vie privée. L'IPVPAP a tenu jusqu'à présent six réunions, et les thèmes des réunions comprenaient les suivants : la gestion de l'information pour les programmes de protection de la vie privée, la gestion des risques liés à la vie privée, l'évaluation de l'évolution des pratiques en matière de protection de la vie privée, le modèle de programme de gestion de la vie privée, les défis relatifs à la COVID-19 et à la protection de la vie privée, ainsi que le nouveau cadre d'intégration des données de la FPO.

Apprentissage électronique sur les fondements de l'accès et de la protection de la vie privée – Le module d'apprentissage électronique sur les fondements de l'accès et de la protection de la vie privée sera une ressource de formation autonome sur demande et conforme à la *Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*. Il s'agira d'un outil de formation clé pour aider à renforcer la capacité de protection de la vie privée dans l'ensemble de la FPO, conformément à la recommandation formulée dans le rapport sur l'état actuel de la gestion de la protection de la vie privée dans la FPO. Pour ce qui est de l'accès à l'information, il est important que tous les membres de la FPO soient conscients que la plupart des documents que nous gérons au gouvernement sont assujettis aux droits d'accès des Ontariens. Cette situation donne lieu à des attentes et à des processus que chaque

fonctionnaire doit être prêt à y répondre, ce que le module de formation devrait aborder. La formation est en cours d'élaboration et devrait être achevée en septembre 2020.

La formation a été divisée en quatre modules qui couvriront :

- Aperçu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (LAIPVP) – Il s'agit d'une introduction à la LAIPVP qui portera sur l'histoire de la loi, les principes clés, les thèmes et les responsabilités du gouvernement.
- Protection de la vie privée – porte sur les principes juridiques et pratiques de la protection des renseignements personnels dans les institutions gouvernementales.
- Accès à l'information – porte sur les principes juridiques et pratiques relatifs à l'accès à l'information du gouvernement.

Synthèse – comprend des scénarios pertinents dans lesquels les concepts d'accès et de protection de la vie privée sont en jeu

Mise à jour des sites Web publics sur le Répertoire des documents et le Répertoire des banques de renseignements personnels

Les sites Web du Répertoire des documents et le Répertoire des banques de renseignements personnels ont été mis à jour et publiés le 24 février 2020. Les données relatives au site Web public sur le Répertoire des banques de renseignements personnels ont été mises à jour le 24 juin 2020 afin d'exclure tout contenu qui n'existe plus ou qui n'est plus à jour. Les données pour le Répertoire des documents sont prévues pour une date ultérieure en 2020.

Intégration de la tenue de documents dans les projets d'ITI – La DIPVPAP a publié la version alpha d'un questionnaire de l'évaluation préliminaire des répercussions de la tenue de documents bien conçue. Il s'agit du premier produit livrable parmi ceux qui devraient être publiés (sous forme alpha ou bêta) d'ici la fin de mars 2021. Le questionnaire est rempli au début de la phase de conception d'un projet d'ITI et aidera le projet à :

- déterminer si la solution de TI comporte la création et la gestion de documents opérationnels;

	<ul style="list-style-type: none"> • cerner les risques liés à la tenue de documents et les répercussions opérationnelles. <p>Comprendre le nombre de ressources nécessaires à la tenue des documents et décider des prochaines étapes.</p> <p><u>Intégration des données</u> – Le 4 novembre 2019, la partie III.1 Intégration des données (DI) a été proclamée en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> (LPRPFP). Le 5 novembre 2019, le Règlement de l'Ont. 366/19 pour l'intégration des données est entré en vigueur.</p> <p>Des unités d'intégration des données ont été créées et prescrites dans le Règlement. Ces unités recueillent des renseignements personnels pour établir des liens et permettre l'accès à des ensembles de données dépersonnalisés aux fins d'analyse sur la gestion ou l'allocation des ressources, la planification de la prestation des programmes et des services, ainsi que l'évaluation de ces programmes et services.</p> <p>Le 25 mars 2020, la partie III.1, Intégration des données, a été modifiée pour permettre au gouvernement de l'Ontario d'habilitier des entités extérieures à la fonction publique (appelées « service interministériel d'intégration des données » ou SIID) pour intégrer les données du gouvernement de manière à protéger la vie privée. La nouvelle modification décrit les pouvoirs et les fins pour lesquels les SIID peuvent recueillir, utiliser et divulguer des renseignements personnels en vertu de la LPRPFP.</p>	
<u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u>	<u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u> <p>La pandémie mondiale de COVID-19 a remis en question les hypothèses traditionnelles concernant les préparatifs pour les catastrophes, les interventions d'urgence et la continuité des opérations. Les gouvernements du monde entier ont dû rapidement changer de cap pour se concentrer sur la santé publique (par exemple, l'acquisition de l'EPI) tout en soutenant un effectif qui a soudainement dû travailler de la maison à cause du confinement – le gouvernement de l'Ontario ne faisait pas exception.</p> <p>Les STI a joué un rôle important dans l'activation de ce changement de cap en raison de sa responsabilité à l'égard du réseau, de l'infrastructure, des ordinateurs,</p>	Mohammad Qureshi, Directeur de l'information, Services technologiques d'infrastructure Mohammad.Qureshi@ontario.ca

des appareils mobiles et des services essentiels du gouvernement, comme le réseau privé virtuel. En très peu de temps, des changements ont été apportés afin d'accroître considérablement la capacité de travail à distance et de s'assurer que les données et les services gouvernementaux peuvent être consultés de façon sécuritaire à l'extérieur du réseau de l'organisation. Puisque le gouvernement se tournait soudainement vers un modèle d'équipe répartie, la technologie, le matériel, les logiciels et les services des STI sont devenus la trame qui maintenait l'organisation en place.

Habilitation du travail à distance

- À la mi-mars, le service de réseau privé virtuel (RVP) du gouvernement a été rapidement élargi pour faire face à une augmentation de la demande et surveillé en permanence afin d'assurer un rendement optimal. À la mi-avril, l'utilisation du RVP est passée de 4 500 utilisateurs simultanés à 17 547 utilisateurs simultanés, soit une augmentation de 290 %. En juillet, le nombre d'utilisateurs simultanés hebdomadaires était passé à plus de 22 000.
- À partir du mois de mars, des milliers d'ordinateurs portables et d'appareils mobiles ont été commandés pour le personnel prioritaire identifié par les ministères. Les STI ont travaillé en étroite collaboration avec les fournisseurs pour s'assurer que les stocks ne manqueraient pas, préparant et déployant des appareils en tout temps. En juillet, plus de 9 600 appareils mobiles et 6 100 ordinateurs portables avaient été commandés. Les correctifs d'appareils ont également été apportés pour permettre aux ordinateurs hébergés en dehors du réseau de recevoir des mises à jour de sécurité critiques.
- De nouvelles méthodes d'accès ont été mises au point pour les applications essentielles qui se trouvent dans le réseau du gouvernement (par exemple, la paye, la gestion financière et les applications de centres d'appels). En mars et avril, les STI ont déployé de nouveaux services innovants tels que l'infrastructure de bureau virtuel et Azure AD Application Proxy pour permettre au personnel d'accéder à ces applications sans utiliser de RVP.

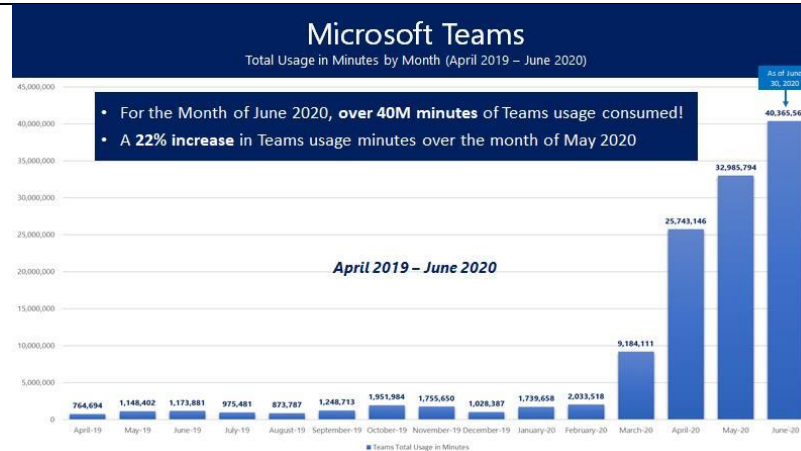
Outils de collaboration infonuagiques

- La transition du gouvernement de l'Ontario vers Office 365 s'est achevée en octobre 2019, avec 70 000 utilisateurs actifs et 170 000 boîtes aux lettres migrées. En janvier 2020, la migration vers OneDrive Entreprise (stockage de



fichiers en nuage) a commencé pour tous les partages personnels. Ces mesures se sont avérées être un facteur important du passage à un travail à distance à l'échelle du gouvernement pendant la pandémie, parce que le personnel a pu accéder en toute sécurité aux fichiers et aux outils Office 365 à partir de n'importe quel appareil.

- Bien qu'une formation solide sur Office 365 ait été en place depuis un certain temps, la demande de formation s'est considérablement accrue pendant la pandémie, car le personnel habitué à utiliser les méthodes traditionnelles d'interaction (par exemple, les réunions en personne, la téléconférence) a dû rapidement s'adapter à de nouveaux outils (vidéoconférence, par exemple). L'équipe d'Office 365 a élargi la formation qui devait être terminée à la fin du mois de mars et a travaillé avec des équipes de communication internes et des fournisseurs pour fournir une variété de nouvelles ressources de formation, allant des fiches d'information aux webinaires. Le matériel de formation existant a également été revu et révisé afin de mettre l'accent sur les besoins du personnel tout en travaillant à distance.
- La pandémie a entraîné une augmentation phénoménale de l'adoption et de l'utilisation des outils de collaboration d'Office 365 (clavardage, audioconférence et vidéoconférence et partage de fichiers). En avril, il y avait une augmentation de 108 % des utilisateurs actifs des équipes Microsoft, passant de 10 000 à 25 000, et une augmentation de 1 400 % pour le nombre de réunions et d'appels par jour, passant de 400 à plus de 4 500. Au mois de juin, le personnel de la FPO a passé plus de 40 millions de minutes à travailler sur Microsoft Teams (voir le graphique).



Déploiement rapide des services de bout en bout

- Dans le cadre de l'effort du gouvernement pour communiquer clairement les nouvelles règles conçues pour protéger le public pendant le COVID-19, les centres d'appels ont dû être rapidement déployés et élargis pour répondre aux questions à la suite d'annonces importantes.
- Par exemple, les centres d'appels de « L'Ontario, ensemble » et « Freinez la propagation » ont été créés afin d'accélérer l'acquisition d'articles essentiels et de soutenir les entreprises pendant le confinement. Ces deux centres d'appel ont été mis en place par les STI en moins de 48 heures, avec un personnel entièrement formé et une documentation complète pour le traitement des appels. Un autre centre d'appel rapidement déployé, « Soutien aux parents », a été créé pour fournir de l'information aux familles.
- Au lancement et à la suite d'annonces importantes, les STI devaient se préparer à des augmentations massives du volume des appels en déployant des analystes du Service de dépannage dans les centres d'appels. En moyenne, « Freinez la propagation » a vu 45 analystes déployés chaque jour pour traiter 9 179 appels au cours des 10 premiers jours. De même, « Soutien aux parents » a reçu 9 410 appels en 21 jours, et en moyenne 18 analystes ont appuyé ce centre d'appels.

Soutenir l'accroissement et le déploiement rapide des applications

- Devant de nouveaux défis opérationnels, les ministères sont passés à l'action et ont fait appel à leurs partenaires de l'ITI pour élaborer de nouvelles

	<p>applications et soutenir les Ontariens pendant la pandémie. D'autres ministères étaient confrontés à une hausse des demandes et avaient besoin d'environnements technologiques renforcés pour poursuivre leur travail. En tant que fournisseurs d'infrastructures, les STI ont pu déployer et renforcer rapidement des environnements pour les ministères fournissant des services essentiels.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par exemple, les laboratoires de Santé publique Ontario (SPO) ont connu des retards pour la synchronisation des rapports sur la COVID-19 des ordinateurs locaux vers leurs serveurs, en raison des restrictions de capacité et du volume élevé de résultats des tests. Les STI ont rapidement mis en place des serveurs supplémentaires pour SPO et a permis la surveillance afin de réduire les risques de goulots d'étranglement futurs. • La nouvelle capacité fournie par les STI a permis d'éliminer les goulots d'étranglement et d'éliminer l'arriéré, tout en atténuant le risque de dégradation du rendement à l'avenir. <p><u>Déploiement de services innovateurs d'intelligence artificielle</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avant la pandémie, les STI avaient déjà exploré l'utilisation d'IBM Watson Assistant, une technologie SaaS qui utilise l'intelligence artificielle pour répondre aux demandes de renseignements des clients. En février 2020, l'agent conversationnel Enterprise Virtual Assistant (EVA) a été lancé pour traiter les demandes de renseignements courantes sur la TI provenant du personnel de la FPO (par exemple, comment obtenir un compte RVP). <p>Le déploiement d'EVA a entraîné un taux de déflexion de 21 % des appels vers le Service de dépannage TI et des résultats positifs d'expérience utilisateur. La STI étudie actuellement les possibilités offertes au public par les agents conversationnels axés sur l'IA, notamment en testant son rendement grâce à des services de Service Ontario à volume élevé (par exemple, le chauffeur et le véhicule).</p>	
<p><u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u></p>	<p><u>Élargissement des Services de justice en ligne</u></p> <p>Le 5 août 2020, la plateforme Services de justice en ligne (SJL) a été élargie pour permettre la transmission en ligne de près de 400 types de documents des tribunaux civils et familiaux.</p> <p>Les nouveaux services, « Portail de soumission en ligne pour les actions civiles » et « Portail de soumission en ligne pour les instances en droit de la famille » fourniront un moyen simple et rapide de transmettre par voie électronique des documents</p>	<p>Catherine Émile (A) Directrice de l'information et sous-ministre adjointe Services technologiques pour la justice catherine.emile@ontario.ca</p>

juridiques, à chaque étape d'une affaire, dans les procédures nouvelles ou existantes :

- poursuite ou requête civile devant la Cour supérieure de justice;
- instance en matière familiale devant la Cour supérieure de justice ou la Cour de justice de l'Ontario.

Les utilisateurs peuvent payer les frais juridiques en ligne de façon sécuritaire par carte de débit ou de crédit. Les particuliers peuvent également utiliser le système pour demander un certificat de dispense des frais ou soumettre des documents avec un certificat de dispense des frais existant.

En rendant possible la présentation de la plupart des documents juridiques en ligne, le Ministère intensifie ses efforts pour protéger la santé et la sécurité des Ontariens en réduisant la nécessité de se rendre en personne au palais de justice.

Les Services de justice en ligne ont été lancés en 2017, en commençant par le Portail de soumission en ligne pour les actions civiles, qui a été suivi par le Portail de soumission en ligne pour les instances en droit de la famille en 2018. Les fonctions et fonctionnalités ont été mises en œuvre au fil du temps, notamment l'intégration aux systèmes de gestion des cas, l'émission automatique de documents et les divorces de bout en bout pour en énumérer quelques-uns.

- Le pourcentage de procédures civiles reçues par voie électronique est passé de 50 % en février 2020 à plus de 98 % en mai 2020.
- Le pourcentage de demandes de divorce simples et conjointes reçues en ligne pour la Cour de la famille est passé de 30 % en février 2020 à 91 % en mai 2020.

Élargissement de Criminal E-Intake

Criminal E-Intake est une solution en ligne sûre et sécuritaire qui intègre des solutions de gestion des dossiers de la police avec l'ancienne application d'ordinateur central de gestion des affaires judiciaires de l'Ontario et à un portail Web juridique. Le projet a été lancé à l'automne 2019 en tant que projet pilote dans la région de Barrie (qui comprend la police municipale de Barrie, la division Orillia de la Police provinciale de l'Ontario [PPO], les palais de justice de Barrie et d'Orillia).

La solution donne aux agents de police la possibilité d'envoyer par voie électronique des dossiers d'accusation pour examen par un juge de la paix, ce qui fait

économiser à la police, au Ministère, et aux tribunaux du temps et de l'argent par rapport aux processus manuels, papier et en personne actuels.

En juillet 2020, le projet pilote a été étendu à cinq détachements de la PPO situés à Collingwood, à Huronia West, à Nottawasaga, à Collingwood et à Aurora. Environ 80 % des dossiers d'accusation admissibles pour soumission sont transmis par voie électronique à ces endroits. Plus de 75 % des personnes rencontrées où se tenaient les projets pilotes ont donné une rétroaction positive et ont confirmé que l'application fournissait l'efficacité et le mécanisme virtuel d'échange de dossiers d'accusation dont ils avaient tant besoin.

RÉPONSE À LA COVID-19

Tribunaux virtuels

Afin de maintenir la sécurité des Ontariens et de maintenir l'administration de la justice pendant l'éclosion de la COVID-19, de nouveaux moyens de rendre la justice à distance et en ligne ont été établis. Les tribunaux de l'Ontario ont procédé à des comparutions virtuelles par vidéoconférence ou par audioconférence, ainsi qu'à une comparution hybride pour toutes les affaires de personnes détenues avant le procès, ce qui comprenait ce qui suit :

- 150 nouveaux ponts vidéo de « Cours virtuelles » permettant à 900 utilisateurs simultanés et 450 lignes audio dédiées pour qu'aucun participant vidéo n'accède au pont;
- 400 lignes de téléconférence pour la Cour de justice de l'Ontario;
- 200 lignes de téléconférence pour la Cour supérieure de justice;
- En date de mai 2020, 99 % des comparutions devant les tribunaux de détenus se font par vidéoconférence hybride ou dédié (réduction importante du transport des détenus);
- En date de juin 2020, le nombre d'appels vidéo virtuels a doublé, atteignant en moyenne 500 appels vidéo par jour;
- La téléconférence et la vidéoconférence hybrides ont augmenté de 47 % depuis juin 2020, avec une moyenne de 1 100 appels par jour.

Les premiers efforts ont porté sur les comparutions devant les cours criminelles pour les affaires de personnes détenues avant le procès. Des travaux sont également en cours pour appuyer tous les types de comparution devant les tribunaux.

Suivi des ressources critiques du secteur parapublic

Le Suivi des ressources critiques du secteur parapublic a été conçu pour recueillir et stocker en toute sécurité l'information sur la disponibilité des ressources essentielles de première ligne entre les administrations afin d'éclairer la planification de la réponse à la COVID-19.

Après trois semaines d'élaboration et de tests itératifs, l'outil a été lancé le 21 avril 2020 pour fournir les moyens à la Police provinciale de l'Ontario (PPO), aux services de police municipaux et des Premières nations, ainsi que des services de gestion des incendies et des urgences, de soumettre au ministère des ressources de première ligne à l'aide d'un formulaire électronique en ligne.

L'outil est également un mécanisme de rétroaction permettant au secteur parapublic de demander de l'équipement de protection personnelle (EPI) et d'autres produits de première nécessité et de mettre en évidence les problèmes qui pourraient entraver leurs capacités à répondre à la COVID-19. Grâce au formulaire électronique, les données sont recueillies et rendues disponibles automatiquement par l'entremise d'un service infonuagique Power BI sécurisé dans lequel elles sont regroupées pour les rapports de veille stratégique et les tableaux de bord avec des visualisations interactives pour les décideurs, y compris les groupes de commandement pour la lutte contre la COVID-19, afin de déterminer les secteurs qui peuvent fonctionner avec une capacité réduite ou où les ressources peuvent être réaffectées, au besoin, au sein du gouvernement.

Le suivi recueille l'information fournie par le PPO, 47 services de police municipaux et 9 services de police des Premières nations, 441 services d'incendie municipaux et 444 centres des opérations d'urgence et il en fait rapport.

Groupement de la technologie de l'information pour les terres et les ressources (GITR)

Service de réservation et d'enregistrement de Parcs Ontario (SREP)

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) gère 329 parcs en Ontario en assurant des activités de protection, de conservation, d'éducation et de loisirs, notamment : le camping, la randonnée, le canot, la natation, le ski, la raquette et l'observation de la nature. Le Ministère s'est associé au Groupement ITI pour les terres et les ressources afin de remplacer le système de réservation et d'enregistrement existant par un service numérique en ligne moderne et les outils de veille stratégique et de gestion des revenus du Ministère. Le SREP a été lancé en novembre 2019 et d'autres versions ont été mises en œuvre pour simplifier et améliorer l'expérience des utilisateurs.

Résultats

- Un accès public plus rapide et plus facile aux informations, inscriptions et réservations de Parcs Ontario.
- Un accès en ligne aux services et informations sur tout appareil (mobile) en tout temps.
- Rationalisation de l'expérience publique dans les parcs (enregistrement, permis, fournisseur).
- Autres services et fonctionnalités numériques améliorés de Parcs Ontario (tous les sites disponibles aux fins de réservation).
- Amélioration aux données ministérielles, à la production de rapports et aux veilles stratégiques.

Modernisation d'AgriSuite (MAAARO)

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales (MAAARO) fournit des outils et des ressources de calcul à l'intention des agriculteurs, des professionnels de l'environnement et de l'agriculture et du personnel du Ministère pour appuyer la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs* et les directives sur les distances minimales de séparation. Ce projet modernisera l'application AgriSuite et 10 calculatrices environnementales au moyen d'une expérience utilisateur numérique et mobile et permettra de lancer deux nouvelles calculatrices (perte de phosphore et émissions de gaz à effet de serre) d'ici décembre 2021 pour promouvoir des pratiques agronomiques, environnementales et d'utilisation des terres scientifiquement saines. Le projet a publié les quatre premières calculatrices (éléments nutritifs des cultures, engrais, amendements organiques et perte de phosphore) avec une réponse favorable de la communauté des utilisateurs. L'annonce ministérielle du MAAARO a été publiée le 4 septembre 2019, intitulée

Rocco Passero

Directeur de l'information
 Groupement de la technologie
 de l'information pour les terres
 et les ressources

Rocco.Passero@ontario.ca

« Aider les agriculteurs ontariens à économiser temps et argent grâce à la technologie ».

Résultats

- Accès mobile à tous les outils, ce qui favorise la tendance croissante à utiliser des appareils mobiles pour les exploitations agricoles.
- Offrir une meilleure expérience utilisateur et une souplesse accrue pour mener leurs activités.
- Profils clients avec une connexion utilisateur individuelle et rétention des renseignements de profil dans toutes les calculatrices;
- Outils de prise de décisions visant à promouvoir des pratiques agronomiques, environnementales et d'utilisation des terres scientifiquement saines (nouvelle perte de phosphore et nouvelles émissions de gaz à effet de serre).

Portail d'information sur les ressources naturelles (PIRN)

Le Ministère met en application un plan pour la mise en œuvre d'un portail d'information sur les ressources naturelles en ligne afin de fournir à l'industrie et au public un service en ligne rapide, accessible, facile à utiliser et sécuritaire. Les premiers efforts porteront sur la modernisation des services de planification de la gestion forestière qui appuient l'industrie des produits forestiers de la province. Cette étape sera suivie par la modernisation des processus d'approbation et des services de rapports pour d'autres activités liées aux ressources naturelles, y compris les agrégats, l'utilisation et les activités des terres de l'État et l'affectation des ressources fauniques. La mise en œuvre de la première version bêta pour la planification de la gestion forestière a été achevée en novembre 2019, la deuxième en mai 2020 et l'intégration des utilisateurs internes et externes est en cours jusqu'à l'automne 2020. D'autres secteurs d'activité seront modernisés dans le Portail d'information sur les ressources naturelles au cours des cinq à six prochaines années.

Résultats

- Suppression des efforts inutiles et des contraintes de temps qui pèsent sur les entreprises et les citoyens.
- Amélioration de l'utilisation, accès en ligne aux services et informations sur tout appareil (mobile) en tout temps.
- Collaboration en temps réel entre le personnel du Ministère et les intervenants.

- Services et processus automatisés, réduction des coûts ministériels et du fardeau administratif.
- Préparation pour l'avenir avec souplesse et adaptabilité à tout changement de l'industrie ou réglementaire.

Plateforme d'autorisations organisationnelle (PAO)

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) protège notre environnement naturel et nos collectivités au moyen des approbations et des autorisations environnementales. Les approbations ou autorisations sont requises pour les entreprises de l'Ontario qui émettent des polluants de l'air, de l'eau, du sol ou de bruit, ou traitent des déchets.

Le MEPP a collaboré avec le GTR pour passer d'un programme de certificat d'approbation papier à un service numérique en ligne. Cette solution organisationnelle permet d'établir un cadre axé sur les risques pour appuyer tous les secteurs d'activité d'approbation et d'émission de permis du Ministère. On continue d'intégrer de façon itérative les nouveaux secteurs d'activité d'autorisation ou d'approbation.

Résultats

- Économies de temps et de coûts organisationnels grâce à l'auto-inscription en ligne pour les approbations à faible risque (des minutes plutôt que des mois).
- Accès en ligne rapide et facile aux renseignements, aux approbations et aux autorisations (accès mobile).
- Plateforme évolutive, flexible et réutilisable (permettant l'intégration de nouveaux secteurs d'activité en moins de 4 mois), autorisations les plus récentes intégrées
- Permis de prélèvement d'eau (PPE).
- Licences pour pesticides
- Système ECA 2.0 (gestion des demandes d'autorisation environnementale)
- Brownfields – Évaluation du risque (projet pilote en cours)

Les registres environnementaux des activités et des secteurs sont déjà mis en place dont ceux sur les émissions atmosphériques, la finition automobile, l'impression commerciale, le transport des déchets non dangereux, les installations solaires et l'élimination des véhicules en fin de vie.

Système d'administration des terrains miniers (SATM)

Le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines (EDNM) réglemente la prospection, l'exploration minière, et l'exploitation et la réhabilitation des mines. Le ministère de l'EDNM a collaboré avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR) pour mettre en œuvre un nouveau système de gestion de l'utilisation des terres minières en ligne appuyant les changements à la *Loi sur les mines de l'Ontario* et permettant l'acquisition électronique de concessions minières. Le SATM a été lancé le 1^{er} avril 2018. Depuis le lancement, des améliorations demandées par l'industrie ont été mises en œuvre.

À ce jour, 13 versions et 4 versions de visualiseur de cartes ont permis de traiter environ 280 billets. D'importantes mises à niveau ont été apportées à l'infrastructure ArcGis 10.6.1 depuis sa livraison en février 2020. En date de juin 2020, environ 237 275 concessions minières étaient gérées au moyen du SATM et plus de 105 000 cellules minières avaient été enregistrées au moyen du nouveau système SATM.

Résultats

- Corrections et améliorations apportées après le lancement du Système d'administration des terrains miniers pour aider les utilisateurs de l'industrie.
- Accès international en tout temps au jalonnement électronique pour les services miniers et de prospection.
- Réduction du temps pour l'acquisition de concessions minières (de quelques jours à quelques minutes).
- Renseignements publics sur les concessions et les activités disponibles sur une carte (données spatiales).
- Amélioration des avis aux collectivités autochtones.

CarrefourGéo Ontario (MRNF)

Le système Information sur les terres de l'Ontario (ITO) fait partie du ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF). Il aide les organisations et les particuliers à trouver, à accéder aux données géographiques et à les partager. Le GITR s'est associé à ITO sur CarrefourGéo Ontario, un nouvel outil en ligne de découverte et d'accès de données géographiques. Il s'agit de la source faisant autorité pour les données géospatiales de l'Ontario, y compris les données sur les routes et les réseaux de transport, les terres humides, les limites, et plus encore.

Il s'intègre pleinement aux initiatives de données ouvertes des Services numériques de l'Ontario, ce qui permet de débloquent des données de grande valeur pour accroître l'innovation et la croissance économique en optimisant la collaboration du gouvernement et les services aux citoyens. Le gouvernement a renforcé ses capacités quant aux nouvelles technologies et pratiques géospatiales et de position afin d'assurer des approches novatrices à l'exécution de programmes.

Résultats

- Des façons plus simples, plus rapides et plus efficaces pour les Ontariens d'accéder aux données géographiques du gouvernement et de les utiliser.
- Accès public ouvert et transparent aux données gouvernementales.

Outil d'appariement de l'effectif des opérateurs en eau

En Ontario, une formation spéciale sur l'eau potable et les eaux usées, la certification et le permis sont nécessaires pour assurer la sécurité publique. Le Règlement 75/20 de l'Ontario permet aux propriétaires de systèmes d'embaucher des opérateurs qui détenaient un permis au cours des cinq dernières années, même s'il est expiré. Pendant la pandémie de COVID-19, il était possible que les réseaux d'eau potable et d'eaux usées réglementés du PECM connaissent des pénuries de personnel. Pour appuyer ce service essentiel, le MEPP avait besoin d'un outil de jumelage de l'effectif des opérateurs afin d'apparier des personnes qualifiées avec les employeurs.

Résultats

- Assurer la continuité des services à environ 1 100 réseaux réglementés d'eau potable et d'eaux usées et aux 133 collectivités de Premières nations de l'Ontario.

Inventaire des ressources forestières (MRNF)

L'Inventaire des ressources forestières (IRF) est une donnée clé et un soutien à la science pour l'industrie et la planification de la gestion forestière. La Stratégie du secteur forestier renferme un engagement à moderniser l'inventaire forestier en utilisant davantage les données de télédétection (radar optique, imagerie optique, données satellitaires). Ce projet mettra en œuvre les outils qui permettent de stocker, de traiter les données et d'y accéder pour soutenir le développement de l'IRF et permettre un partage efficace avec l'industrie. Une version bêta a été

	<p>achevée en janvier 2020 à l'aide de l'infrastructure infonuagique. Le travail continue de tirer parti des capacités de la version bêta et d'élaborer une analyse de rentabilisation pour une mise en œuvre ultérieure.</p> <p>Résultats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour de l'Inventaire des ressources forestières pour l'industrie forestière de l'Ontario de façon plus opportune et plus efficace en adoptant un modèle continu d'inventaire des ressources forestières. • Amélioration de la quantité et de la qualité de l'Inventaire des ressources forestières par une nouvelle analyse automatisée qui permettra d'identifier plus systématiquement les espèces et la taille des arbres. • Appui des sciences de pointe grâce à une technologie moderne axée sur les utilisateurs. • Solutions de stockage de données à volume élevé, gérées de façon centralisée et évolutive, pour les données forestières de l'Ontario. <p><u>Soutien économique du Nord de l'Ontario</u></p> <p>La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO) est une société d'État et un organisme de développement économique qui appuie le développement des entreprises du Nord de l'Ontario. Dans la foulée de la COVID-19, la SGFPNO devait accorder un allègement aux petites entreprises en suspendant les remboursements de prêts et en se fondant sur l'impression et l'envoi par la poste de chèques pour distribuer les prêts.</p> <p>Résultats</p> <p>ITI soutient la SGFPNO avec le LRC du Système de gestion financière (SGF), le GTR et le ministère de l'EDNM ont établi un partenariat pour veiller à ce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les remboursements de prêts puissent être gérés et suspendus dans le GTR; • les chèques continuent d'être émis par le personnel du Ministère qui travaille à distance. 	
<p><u>Groupe ITI du travail et des transports (GTT)</u></p>	<p><u>Programme 360 du Ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences (MTFDC) (anciennement MDT 360)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le programme 360 du MTFDC offre une nouvelle capacité numérique et mobile qui répond mieux aux besoins des clients dans le cadre du programme des normes d'emploi (ES) du MTFDC, en remplaçant un système existant par une solution infonuagique moderne et flexible et en améliorant 	<p>Wynnann Rose Directrice de l'information Groupe ITI du travail et des transports Wynnann.Rose@ontario.ca</p>

considérablement l'expérience des utilisateurs finaux pour 450 000 employeurs et 6 millions d'employés partout en Ontario.

- L'équipe de projet a tiré parti de l'approche agile de Pivotal Labs (un développeur de logiciels tiers) dans le cadre de cette initiative numérique transformationnelle, en regroupant les propriétaires de produits opérationnels et les ressources techniques en une seule équipe, travaillant côte à côte pour la conception, les développements, les essais et la production. Des entrevues ont également été menées auprès d'utilisateurs publics et internes afin de s'assurer que la solution est conçue et développée en mettant l'accent sur les besoins des utilisateurs.
- **Faits saillants des progrès**
- En avril 2020, la fonctionnalité complète de gestion de cas du programme a été mise en œuvre, remplaçant le système désuet existant et instaurant de nouveaux services en ligne améliorés pour les employés et les employeurs, avec un déploiement progressif auprès de plus de 400 utilisateurs des normes d'emploi au cours des mois d'été.
- La solution comprend les éléments suivants :
 - Formulaire de demande en ligne : un formulaire dynamique et guidé qui aide les employés à présenter une réclamation contre leurs employeurs pour le non-respect des normes d'emploi (par exemple, la rémunération des heures supplémentaires)
 - Portail des demandeurs : permet aux demandeurs de vérifier l'état de leur réclamation et de téléverser les documents connexes.
 - Portail de l'employeur : permettre aux employeurs de vérifier l'état de la demande et de téléverser des documents
 - Gestion globale des cas pour les utilisateurs et les agents des normes d'emploi pour traiter les réclamations et d'autres tâches administratives
 - Auto audit : permet aux employeurs de mener des activités d'auto audit pour confirmer la conformité aux normes d'emploi
 - Autovérification : permet au public de voir s'il est admissible à une réclamation
- Depuis le lancement des nouveaux services numériques de réclamation en juin 2020, plus de 600 demandes ont été soumises en ligne.
- La mise au point continue d'améliorer le système en fournissant des fonctionnalités permettant d'améliorer encore l'efficacité et la convivialité.

Programme de transformation de la sécurité des usagers de la route

- La transformation de la sécurité des usagers de la route est une stratégie pluriannuelle visant à transformer la façon dont le ministère des Transports (MTO) fournit des services à la population de l'Ontario. C'est l'une des plus importantes initiatives de transformation des activités du gouvernement de l'Ontario.
- Le MTO a donné la priorité à quatre (4) initiatives pour la phase actuelle de transformation (phase 2) afin de régler les problèmes de service à la clientèle à long terme et de trouver des gains d'efficacité :
- **Étude des dossiers médicaux des conducteurs** : Cette initiative transformera le programme d'étude des dossiers médicaux des conducteurs de sorte que les professionnels de la santé et les Ontariens aptes à conduire passent moins de temps à s'occuper des services de programme pour rétablir les permis de conduire. L'équipe a réalisé des progrès importants à ce jour :
 - Des équipes interministérielles des participants opérationnels et de la TI ont travaillé de façon agile à transformer et à optimiser la politique médicale des conducteurs et les formulaires de déclaration connexes au moyen d'empreintes digitales agiles, afin d'améliorer l'expérience des médecins patriciens et des conducteurs.
 - Travaillant avec un fournisseur tiers en tant que partenaire d'exécution, l'équipe a suivi une approche d'exécution hybride agile pour créer une nouvelle solution de gestion des dossiers médicaux et se prépare maintenant à la première version du Produit minimal viable (PMV) en août 2020.
 - L'équipe a achevé le processus de migration automatisée des données et prépare la migration de plus de 650 millions d'enregistrements de données vers la nouvelle solution.
 - Conformément au principe de la conception axée sur l'utilisateur des Services numériques de l'Ontario (SNO), elle a fait 15 entrevues avec des conducteurs, a noué le dialogue avec des agents de police de diverses administrations, a consulté 21 spécialistes de la santé et a collaboré avec plus de 60 employés internes.
 - Elle a achevé une entente avec le partenaire en vue de la mise en œuvre d'un nouveau canal numérique (dossier médical électronique) pour les médecins.



- **Gestion des documents numériques** : Cette initiative permettra de mettre en place un répertoire de documents numériques centralisé pour répondre plus rapidement aux demandes des clients en fournissant des modes en temps réel et libre-service pour le MTO, les forces de l'ordre et les tribunaux, et en retirant des microfilms coûteux de plus de 22 millions de documents par année. Progrès réalisés à ce jour :
 - L'équipe a réalisé une analyse de la transformation des politiques visant à réduire ou à éliminer la collecte et l'entreposage de documents papier et collabore avec les secteurs de programme opérationnels pour mettre en place ces changements.
 - Travaillant à la nouvelle méthode hybride agile, l'équipe a mis en œuvre un produit minimum viable pour le Bureau de perfectionnement en conduite automobile afin d'éliminer un processus de réception manuel difficile de documents, réduisant ainsi la nécessité de mettre sur microfilm environ 300 000 pages par an et de remplacer l'ancien processus papier et de télécopie par une solution de télécopie numérique.
 - L'équipe a terminé la transformation opérationnelle pour les avis de suspension et de condamnation et élabore une nouvelle solution numérique pour éliminer l'ancien processus de papier.
 - En collaboration avec d'autres partenaires de la FPO, elle a terminé la création d'une nouvelle solution exploitant le service d'OPSDocs de l'entreprise pour la numérisation des documents recueillis au comptoir par Service Ontario et les centres Test au Volant. L'automatisation de la numérisation comprend des feuilles de couverture à code à barres pour la saisie automatisée des métadonnées des documents afin de permettre une extraction cohérente et efficace. La solution devrait être en service en août 2020.
- **Gestion et analyse de l'information numérique** : Cette initiative tirera parti de l'abondance de l'information et des fonds de données du Ministère afin de permettre une meilleure prise de décisions et d'élaborer des produits pour le public, ce qui donnera lieu à de nouvelles sources de revenus pour la province. Progrès réalisés à ce jour :
 - On a mis en place une plateforme de centralisation des données en nuage et a donné aux utilisateurs opérationnels un accès direct aux informations au moyen de l'outil Power BI.



- Travaillant avec un fournisseur tiers en tant que partenaire d'exécution, l'équipe a adopté la nouvelle méthode de travail hybride agile, atteignant un rythme élevé dans un délai de seulement trois mois par des sprints et mettant en place avec succès la première version (produit viable minimum) en juillet 2020 (les caractéristiques du PVM incluent l'entrepôt de données avec huit entités de données); création initiale de la couche de données sémantiques et du dictionnaire de données d'entreprise; fonctions de production de rapports de base et capacité de veille stratégique et capacité analytique).
 - On a été témoin de la véritable adoption de l'approche agile, lorsque l'équipe a rapidement ajusté la portée priorisée de la version du PVM, en fonction de la véritable valeur opérationnelle tirée des histoires d'utilisateurs élaborées au début.
 - On a élaboré une stratégie de données de la Division de la sécurité en matière de transport (DST), qui prévoit la création d'un centre d'excellence des données pour gérer l'utilisation future des données pour le DST, y compris une structure officielle de gouvernance des données.
 - On a organisé de vastes consultations afin d'assurer l'harmonisation avec les initiatives de données plus vastes de la FPO (par exemple, Stratégie ontarienne relative aux données, Connaissances numériques des données, carrefour des données)
- **Gestion des recettes :** Cette initiative permettra de réduire les chevauchements de processus en mettant fin au système de recettes du Ministère et en s'appuyant sur un système financier à l'échelle de l'organisation pour gérer les recettes non fiscales du MTO grâce à des capacités accrues d'analyse et de prévision :
 - Bien que le projet soit exécuté en cascade afin de s'aligner sur le mode de livraison du partenaire de mise en œuvre, certains concepts importants agiles sont injectés dans la livraison, comme l'engagement précoce et récurrent de l'utilisateur par des démonstrations fréquentes et affiche des conceptions d'écran et de fonctionnalités de production de rapports.
 - Le projet vise à mettre en œuvre plusieurs recommandations d'audit, et l'équipe s'emploie avec diligence à les intégrer dans la nouvelle

conception, ainsi qu'à ajuster nos divers systèmes sources, afin d'améliorer la traçabilité financière.

- Des activités d'analyse, de conception et de développement de la solution de base sur la plateforme financière organisationnelle sont en cours, ainsi que des activités de préparation des données et de migration, et la version finale devrait être mise en service en mars 2021.
- Le programme a également eu recours à un fournisseur de la gestion du changement organisationnel pour appuyer les initiatives de transformation. En raison de la pandémie de COVID-19, de nombreuses activités de mise en œuvre et de gestion du changement dans les quatre initiatives sont passées avec succès à la prestation à distance.

Transformation des services d'emploi (TSE)

- La TSE est une initiative pluriannuelle (2019 à 2021 et 2021 à 2023) visant à moderniser la prestation des services d'emploi en Ontario en regroupant des services d'emploi fragmentés dans l'ensemble des ministères (MSESC et MTFDC) en des services d'emploi unifiés et adaptés à la situation locale qui offrent de meilleurs résultats en matière d'emploi aux personnes, quels que soient leurs besoins.
- Le MTFDC entreprendra une transformation progressive du système intégré d'emploi au moyen d'une approche de mise en service ouverte aux entités sans but lucratif, privées et/ou municipales appelées gestionnaires de services de système (GSS). La transformation sera conçue conjointement et le produit numérique sera mis à l'essai avec trois GSS, dans trois régions géographiques différentes, d'avril 2020 à l'hiver 2021.
- Le déploiement de la transformation des services d'emploi à l'échelle de la province est prévu d'ici 2022-2023.

Faits saillants des progrès

- Octobre 2019 – les sprints agiles ont démarré.
- Trois GSS sélectionnés dans le cadre du processus d'approvisionnement
- Avril 2020 – Lancement de l'Outil d'évaluation commun pour l'accueil et l'évaluation des clients, ce qui marque le début de la période du projet pilote avec les GSS.
 - Environ 800 évaluations ont été réalisées; environ 30 sont en cours.

- Avril 2020 – Lancement du registre des clients d'Emploi Ontario. Source unique faisant autorité de l'information de base du client
- Juillet 2020 – Première diffusion de l'intégration entre les systèmes de gestion de cas du MDESC et du MTFDC, qui permet aux agents de dossiers du MDESC d'avoir accès aux systèmes d'Emploi Ontario
- Juillet 2020 – La couche d'intégration d'Emploi Ontario (fondée sur une interface d'application API) a été activée pour l'intégration du système avec les systèmes externes.
- Juillet 2020 – Réunions de planification avec les GSS pour les travaux d'intégration.
- Août 2020 – Sprints agiles pour intégrer les systèmes du ministère aux GSS.

Réponse à la COVID-19

Application garder les conducteurs et les véhicules sur la route

- La COVID-19 a eu une incidence sur la capacité du ministère des Transports à fournir de nombreux services par les modes de prestation habituels en personne, comme Service Ontario, les centres Test au Volant et les bureaux du Plan d'enregistrement international. Des solutions techniques s'imposaient pour promulguer des modifications à la réglementation, par exemple celles visant à prolonger la période de validité des produits et des services liés aux conducteurs, aux véhicules et aux transporteurs.
- Des modifications réglementaires d'urgence ont été apportées pour prolonger la période de validité des permis de conduire, des autocollants sur la plaque d'immatriculation, les cartes-photo de l'Ontario et les certificats d'immatriculation d'utilisateur de véhicule utilitaire.
- Des prolongations automatiques ont été mises en place aux dates d'échéance pour les rapports médicaux ou de vue afin de réduire la nécessité de consulter un médecin en personne.
- **Période de validité prolongée des produits et des services pour les conducteurs, les véhicules et les transporteurs**
 - Les améliorations apportées au code ont permis à tous les produits pour les conducteurs arrivant à échéance de passer à l'état « prolongé » et permettent les transactions de renouvellement en ligne pour les produits au-delà d'un an après leur échéance.

- **Avis de renouvellement suspendu et messages à jour**
 - L'envoi d'avis de renouvellement pour les conducteurs, les véhicules et l'assurance a été suspendu, et les instructions concernant les plaques, avis et reçus ont été mises à jour et limitent les visites en personne. Auparavant, des avis de rappel étaient envoyés aux propriétaires de véhicules dans des situations comme des exigences d'assurance valides pour compléter un renouvellement de l'autocollant de la plaque d'immatriculation.
- **Période de validité prolongée des permis de moniteur de conduite automobile**
 - 548 548 permis de moniteur de conduite automobile devaient arriver à échéance le 31 mars 2020. Une modification de la base de données a été effectuée afin de s'assurer que les moniteurs de conduite automobile demeurent titulaires d'un permis.
- **Changements apportés au Programme de cours de conduite pour débutants**
 - L'application Cours de conduite pour débutants a été mise à jour pour les moniteurs et les fournisseurs de cours afin de tenir compte des nouvelles règles opérationnelles.
 - À compter du 1^{er} mars 2020, les fournisseurs de cours de conduite pour débutants (CCD) approuvés par le ministère ont pu offrir en ligne la partie en classe du programme en ligne du CCD, ce qui a permis aux conducteurs débutants de terminer volet théorique du cours sur Internet, quel que soit l'endroit où ils se trouvent.

Renouvellement en ligne de l'immatriculation d'utilisateur de véhicule utilitaire

- Environ 6 000 transporteurs saisonniers doivent renouveler l'immatriculation d'utilisateur de véhicule utilitaire. En raison de la pandémie de COVID-19, le personnel du MTO n'a pas pu traiter les renouvellements en personne.
- Le 5 avril, le ministère des Transports a mis en place un nouveau service de renouvellement en ligne disponible en tout temps pour l'immatriculation des utilisateurs de véhicule utilitaire.

- Ce service a été lancé lors d'une mise à jour du Système d'enregistrement des permis de l'Ontario, qui comprenait également des améliorations à la fonctionnalité de vérifications dans les installations et 28 déficiences corrigées.
- **Résultats principaux**
 - Depuis le lancement, 17 400 transactions ont été réalisées.
 - Le délai de renouvellement en ligne du certificat d'immatriculation UVU est de cinq minutes du début à la fin, ce qui représente une baisse par rapport à la moyenne de 15 jours ouvrables dans le cadre du processus manuel.

Application mobile Ontario 511 pour les camionneurs

- En réponse à la pandémie de COVID-19, le ministère des Transports (MTO) fournit actuellement 44 aires de repos et 32 postes d'inspection des camions pour répondre aux besoins de stationnement des véhicules utilitaires. Cela comprend les 23 aires de service ONroute sur les autoroutes 400 et 401. De plus, le MTO a accéléré l'ouverture de 15 aires de repos saisonnier dans toute la province, dont 12 peuvent accueillir un stationnement pour camions sur place et deux autres sites où les camions peuvent sortir de l'autoroute pour une courte durée afin d'utiliser les toilettes. Six autres sites sont ouverts toute l'année.
- En réponse à la COVID-19, il fallait prendre rapidement des mesures pour répondre aux préoccupations de l'industrie quant à la nécessité de s'assurer que les camionneurs disposaient des ressources dont ils avaient besoin pour continuer à fournir des services de transport essentiels et à maintenir l'approvisionnement en produits essentiels, comme les aliments et les fournitures médicales, dans l'ensemble de la province.
- Les renseignements affichés sur Ontario511 étaient notamment les suivants :
 - Aires de repos
 - Toilettes et/ou douches
 - Aires de service ONroute
 - Postes d'inspection de camions
 - Stationnement des stations GO pouvant accueillir des camions

- L'application Ontario511 offre aux camionneurs un accès simplifié à l'information essentielle lorsqu'ils transportent des biens et des fournitures essentiels partout en Ontario (par exemple, les aires de repos sécuritaires, le stationnement pour camions, les travaux routiers, les fermetures de routes, les services alimentaires, le carburant, etc.).
- Outre la mise à jour de l'application Web Ontario511, d'autres domaines de travail ont été développés :
 - Application Ontario 511 : Création d'une application mobile pour répondre à un besoin puisque près de 55 % des visiteurs utilisent un appareil mobile. L'objectif initial est de fournir de l'information aux transporteurs qui se déplacent en Ontario.
 - Mise à jour concernant la COVID-19 sur Ontario.ca : Mise à jour de la page existante de Ontario.ca pour y inclure une nouvelle section qui contient des liens vers la carte interactive d'Ontario 511, un rapport texte et un rapport texte des partenaires privés de soutien.
- **Principaux résultats** – Au 15 juillet, l'application Ontario 511 avait obtenu :
 - 9 630 téléchargements
 - 204 utilisateurs quotidiens actifs en moyenne
 - Évaluation de 4,3/5 sur App Store

Tableau de bord des services du MTO

- Le tableau de bord sur le rétablissement du transport a été créé pour surveiller le rétablissement du secteur des transports, des services du MTO et de la mobilité dans toute la province pendant la pandémie de COVID-19. Le tableau de bord est déployé en plusieurs phases, en ce qui concerne les efforts de planification globale du rétablissement du Ministère et la surveillance à plus long terme des indicateurs de transport.
- Le tableau de bord vise à aider les cadres supérieurs à prendre des décisions en fournissant des données à jour provenant de toutes les provinces et il porte sur les six domaines d'intérêt du cadre de rétablissement du MTO : le transport en commun; la circulation des marchandises et la chaîne d'approvisionnement; la gestion de la demande de transport; les besoins opérationnels des services de transport de passagers; la prestation

	<p>de services à la clientèle; l'exécution des projets d'infrastructure et le stimulant financier.</p> <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de 12 indicateurs tirés de sources externes et du MTO <ul style="list-style-type: none"> Transport en commun – Recettes tirées du transport en commun de Metrolinx, achalandage de Metro Transit, montées à bord des véhicules de transport en commun GO, achalandage des autobus d'ONTC, utilisation du transport en commun de la région de Toronto Circulation des marchandises et chaîne d'approvisionnement – Circulation commerciale par industrie, ventes de véhicules automobiles neufs Gestion de la demande de transport – Durée du passage frontalier des camions commerciaux, données sur la congestion de l'application Wase Prestation de services à la clientèle – Renouvellement du permis de conduire, Services liés aux permis de conduire, renouvellements des autocollants des plaques, Carte photo de l'Ontario, Bureau d'immatriculation des transporteurs, permis de couloir routier, examen pratique sur la route, test de connaissances, échange de permis en dehors de la province Besoins opérationnels des services aux passagers – Déplacement des aéronefs dans certains aéroports, volumes des passagers, des voitures et des camions sur les traversiers, mobilité vers le lieu d'intérêt, circulation des camions vers certains aéroports 	
<p><u>Services numériques de l'Ontario (SNO)</u></p>	<p>Gestion de l'identité – Identité numérique</p> <p><u>Réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Une preuve de concept a été effectuée pour l'exploration d'une connexion sécurisée fondée sur une interface API d'un fournisseur de réseau tiers à la passerelle d'identité numérique de l'Ontario afin de démontrer la validation de l'identité à l'aide des données sur les permis de conduire. <p><u>En cours</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration du produit minimal viable de la passerelle d'identité numérique en partenariat avec le ministère de la Santé, le ministère des Transports et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs afin d'appuyer la validation à distance des données d'identité à l'aide de 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du conseil des ministres Robert.Devries@ontario.ca</p>

	<p>documents émis par le gouvernement (permis de conduire, carte-photo de l'Ontario et carte Santé) à l'appui du projet d'identité, d'accès et d'autorisation pour les patients.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation de la feuille de route et du plan d'investissement en matière de technologie, en cernant les possibilités d'innovation dans l'ensemble du gouvernement • Élaboration d'un cadre stratégique et d'une analyse de rentabilisation pour le Programme d'identité numérique en partenariat avec les principaux ministères et les intervenants • Preuves de concepts (PDC) et initiatives pilotes : L'Ontario continuera d'inciter les partenaires ministériels d'OPS à collaborer sur les possibilités de projets pilotes et de PDC. Il est à explorer ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> - La confirmation à distance de l'identité pour les demandeurs d'assistance sociale qui ont besoin d'un soutien après la Prestation canadienne d'urgence. Le lancement est prévu à l'automne 2020. • Cadre fiduciaire pancanadien : L'Ontario continuera de travailler en étroite collaboration avec les Comités fédéral-provinciaux-territoriaux (FPT) pour faire avancer la priorité de la gestion de l'identité et l'élaboration du Cadre de fiabilité pancanadien (CFP) qui éclairera l'approche stratégique de l'Ontario pour favoriser la mise en œuvre d'un programme d'identité numérique dans la province. 	
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

2. Priorités

Décrivez brièvement les **principales priorités et initiatives en matière de GI-TI** de votre organisation **au cours de 12 à 36 prochains mois**.

Le PSCIOC est particulièrement intéressé par l'information dans les domaines suivants :

- **Gouvernement numérique**
- **Cybersécurité**
- **Gestion des talents**

<u>Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC)</u>	<u>Architecture, gestion de l'information et bureau de gestion des projets</u> <u>Élargissement du tableau de bord de données pour les partenaires opérationnels à l'aide de Power BI</u> Dans le cadre du service de production de rapports Power BI, le Bureau de gestion de projet (PGP) du GOC élargit le tableau de bord de données aux partenaires opérationnels. Le tableau de bord des données constituera un emplacement central d'où les partenaires opérationnels pourront surveiller et analyser les rendements ou	Liz MacKenzie Directrice de l'information Groupement ITI pour les organismes centraux Liz.MacKenzie@ontario.ca
-----------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

certain processus. Les tableaux de bord présentent des visualisations de données interactives qui permettent aux partenaires opérationnels d'améliorer les services du ministère en fonction des conclusions tirées des données.

Modernisation de la production de rapports et de l'analyse du Système ORBIT de suivi et de gestion de l'information budgétaire

Le projet de modernisation de la production de rapports et de l'analyse du Système ORBIT permettra d'offrir un entrepôt de rapports de données moderne et souple capable de répondre aux besoins actuels et futurs en matière de rapports. L'entrepôt de données sera configuré et établira une interface avec la plateforme de veille stratégique et d'analytique du Système intégré de gestion de l'information financière afin d'exploiter et de développer les investissements existants de la FPO dans les outils de veille stratégique et d'analytique. Il s'agira d'une plateforme stable et sécurisée pour tous les rapports ORBIT, servira de solution unique et cohérente de production de rapports financiers dans l'ensemble de la FPO et d'une plateforme facile à utiliser qui prend en charge les rapports ad hoc et la visualisation.

Automatisation robotisée des processus (ARP) des fournisseurs de services gérés

Le GOC mettra en œuvre un nouveau modèle de fournisseur de services gérés (PSG) pour obtenir des services temporaires d'entrepreneur en TI afin de rationaliser les processus, de réduire les coûts pour les fournisseurs et le gouvernement et d'élargir les possibilités offertes pour les fournisseurs. PSG transformera et automatisera plusieurs processus manuels afin de créer de l'efficacité et des capacités simplifiées de traitement financier au sein du groupement. Il permet d'assurer des processus plus efficaces et intégrés, en accroissant la productivité organisationnelle et en simplifiant les processus financiers actuels. Le modèle étudie et évalue comment la technologie Cognitive-ARP peut être utilisée pour transformer et automatiser les processus financiers, comme les demandes d'achat et la facturation, afin de mieux répondre aux besoins des activités.

Direction des applications organisationnelles

Archives électroniques

Les archives électroniques sont un service d'archivage qui fournit aux secteurs d'activité de la FPO une fonction de recherche et de récupération de données, avec des capacités à passer aux données historiques. Le service d'archives électroniques

offrira une vue personnalisée en lecture seule des données historiques des secteurs d'activité, qui imitera l'aspect et la convivialité des applications hors service. À l'heure actuelle, le GOC a lancé un projet dans le but de transformer ce produit en une offre de services organisationnelle. Le service fournit aux clients un système de renvoi aux données historiques, réduit au minimum le dédoublement des données qui pourraient autrement être conservées sur les disques durs clients et garantit la gestion et la protection appropriées des actifs en données (sauvegardes, sécurité, etc.).

Signatures numériques

Le GOC mettra en œuvre une solution de signature électronique qui peut être utilisée dans l'ensemble de l'entreprise, permettant de nouvelles formes d'approbation pour les documents qui auparavant exigeaient des signatures à l'encre. Cet outil permettra aux ministères d'approuver efficacement les documents par voie électronique et à distance et permettra l'adoption de la nouvelle Politique de délégation des pouvoirs de gestion financière.

Navigateur de classeur 2.0 de la FPO

La Direction des applications organisationnelles effectuera les mises à niveau de l'application Navigateur de classeur du GOC en permettant l'accès à distance, hors ligne et en ligne à l'information et aux documents de réunion en offrant une solution de rechange numérique mobile et facile à utiliser. Les mises à niveau permettent de réduire les coûts d'impression du papier, de favoriser un milieu de travail respectueux de l'environnement, d'accroître l'efficacité et la productivité et de permettre aux partenaires opérationnels de diriger efficacement les comités tout en travaillant à distance.

Direction des applications pour le Groupement

Atténuation de la pandémie de COVID-19 – Réouverture de la province

À mesure que le gouvernement de l'Ontario procède à une réouverture contrôlée de la province, la Direction des applications pour le Groupement (DAG) travaille en étroite collaboration avec le ministère des Finances pour assurer un retour en douceur aux activités courantes après avoir utilisé la technologie des mesures d'allègement liées à la COVID-19. Il s'agit notamment du rétablissement géré du soutien financier du Régime de revenu annuel garanti accordé aux personnes

âgées, des pénalités et des intérêts fiscaux, des frais et des activités de recouvrement, ainsi que des activités d'audit et d'inspection.

Initiative de modernisation du traitement des revenus, de l'imagerie et de la saisie des données (IM-TRIS)

Le projet pluriannuel IM-TRIS refondera et modernisera la façon dont le ministère des Finances exécute ses processus de traitement des paiements, d'imagerie et de saisie des données. Les avantages de cette initiative sont notamment de mieux servir le public au moyen d'un portail en ligne, s'harmonisant avec la stratégie de numérisation du gouvernement et la vision des services électroniques du ministère des Finances, la sécurité améliorée, l'efficacité administrative, les économies opérationnelles, et une réduction du volume total de papier traité.

La mise en œuvre de l'IM-TRIS se fera selon une approche progressive, où la solution actuelle passera progressivement à la nouvelle solution informatique d'ici juillet 2024. Elle permettra de réaliser des économies à long terme pour le ministère des Finances en restructurant les processus opérationnels, en réduisant le papier et en rationalisant les opérations. Un jalon important est la publication d'un important appel d'offres, qui a été affiché dans la communauté des fournisseurs le 29 juin 2020. Cet appel d'offres porte sur l'acquisition d'une solution de services administratifs modernisée et configurable qui utilisera la technologie pour transformer les processus de paiement et d'imagerie du ministère des Finances.

Recouvrements centralisés

Le ministère des Finances est celui qui recouvre les dettes de la FPO et des autres entités publiques (organismes, conseils et commissions). Actuellement, les recouvrements de comptes de créances fiscales et non fiscales sont gérés par des agents de recouvrement individuels qui travaillent sur divers systèmes informatiques à l'aide de diverses règles, formations et procédures. Ces systèmes vont des systèmes complexes de gestion de cas aux feuilles de calcul.

La centralisation du recouvrement au sein du ministère des Finances est une importante initiative de transformation pluriannuelle qui met l'accent sur une approche consolidée, cohérente et intégrée pour recouvrer les comptes débiteurs dans l'ensemble de la FPO. L'objectif est de fournir une source unique de services et d'outils de collecte, en utilisant des pratiques et des processus communs pour tous les ministères et programmes, quel que soit le type de dette.

Le solide système de perception de l'impôt (OntTax) actuel du MFO fournit des outils de recouvrement améliorés (c'est-à-dire, les privilèges, les bons de souscription et les saisies-arrêts) pour recouvrer les dettes impayées. Le ministère des Finances et le GOC amélioreront ce système afin d'inclure les comptes des ministères partenaires et faciliteront l'utilisation accrue des outils de perception améliorés pour ces programmes ministériels partenaires. Cette solution permettra d'accentuer l'efficacité et d'acquérir une expérience client plus cohérente.

Projet de solution de signature électronique

L'objectif principal de ce projet est de fournir une solution de rechange électronique au processus de consentement sur papier actuel pour les programmes de prestations administrés par le ministère des Finances qui ont des processus automatisés de vérification du revenu afin de déterminer l'admissibilité au programme et les droits des Ontariens à faible revenu. L'intégration d'une solution de signature électronique dans les processus de demande crée un processus entièrement numérique, ce qui réduit le fardeau pour le client de soumettre séparément un consentement papier par la poste. Ce projet s'inscrit dans le cadre des initiatives du gouvernement numérique et est appuyé par des recherches menées par les utilisateurs sur l'administration globale des programmes de prestations. Il sera intégré à un processus de demande de programme existant qui permettra d'établir un processus complet de soumission en ligne.

Direction de la gestion de l'identité et de l'accès

Programme de modernisation de la gestion des identités et de l'accès organisationnelle

Le programme de modernisation de la gestion des identités et de l'accès porte sur trois solutions de gestion de à cet égard : sécurité du public, sécurité du secteur parapublic et sécurité de la FPO. Pour y parvenir, le programme portera sur la stabilisation et la rationalisation des plateformes technologiques, la redéfinition des services et l'amélioration des services pour incorporer les besoins des partenaires commerciaux. Le programme permettra au gouvernement de protéger de façon rapide et transparente les nouvelles applications commerciales (services publics numériques) et de soutenir les applications opérationnelles ayant des exigences en matière de sensibilité élevée pour protéger les renseignements personnels et délicats comme l'exigent les lois et les politiques.

Direction de la gestion des activités et des services

Technologies numériques

Instauration de technologies numériques visant à améliorer l'efficacité et à rationaliser les processus opérationnels à l'aide de l'automatisation des processus robotisés.

Source de TI

Mise à niveau du logiciel Planview Enterprise One, Version 17

La solution Portfolio Project Management (PPM) de Planview est une offre organisationnelle qui est actuellement utilisée par tous les groupements et par divers secteurs d'activité. PPM de Planview permet à la FPO de prendre des décisions stratégiques, de prioriser et de planifier des projets, de gérer efficacement les ressources, de rendre compte de l'état d'avancement du projet et de produire des tableaux de bord du niveau de la direction. Planview Inc. a lancé Planview Enterprise One (version 17), qui inclut de vastes améliorations aux fonctionnalités qui profitent aux administrateurs, aux utilisateurs finaux et aux propriétaires de services. La FPO utilise Planview, version 13, depuis 2017 et avec la mise à niveau vers la version 17, il sera possible de tirer pleinement parti des dernières fonctionnalités du produit. Pour faciliter la transition vers la version 17, une mise à niveau de l'environnement d'essai de Planview vers Enterprise One Version 17 a été lancée en février 2019. Cette mise à niveau d'essai a permis à l'équipe de projet Planview d'effectuer une évaluation d'impact afin de déterminer et d'éclairer la voie de la mise à niveau de production pour des fonctionnalités similaires, la formation, la gestion du changement et la stratégie de mise en œuvre avec une participation limitée des fournisseurs. Au cours des 9 derniers mois, l'équipe du projet Planview a travaillé en étroite collaboration avec Planview Inc. pour les essais de régression, les nouvelles améliorations aux essais, les correctifs des fournisseurs et la validation des processus internes de gestion de projet. Un autre élément clé de la mise à niveau est la planification, le provisionnement et la formation delta des utilisateurs finaux conformes à l'intention de tous les regroupements et de tous les clients afin d'assurer la conformité avec la *Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et la gestion du changement et les communications à l'appui de la mise à niveau. Cette mise à niveau de Planview cadre également avec la priorité stratégique d'accroître l'adoption de gestion de projet, la maturité et la

capacité de prise de décision au moyen de la seule solution Enterprise Portfolio Project Management, PPM de Planview.

Initiative de gestion des changements organisationnels

Le Programme de gestion des changements organisationnels met activement à l'essai les outils et les méthodologies qui ont déjà été élaborés sur des initiatives internes, comme la mise à niveau de la version 17 de Planview et le Projet de remplacement des contrats avec les fournisseurs attirés, d'une portée et d'une complexité variables. Cet essai interne nous aide à réduire notre approche et à nous assurer qu'il est pratique et facile d'adapter l'application aux différents types d'initiatives de changement. Nous avons également cherché des façons innovantes d'appliquer la gestion des changements organisationnels dans un environnement presque totalement éloigné en utilisant la vidéoconférence, les tableaux blancs virtuels, les espaces de collaboration et les sessions en ligne d'essai par les utilisateurs, pour n'en citer que quelques-uns. En plus des consultations pratiques mentionnées ci-dessus, l'équipe en est aux dernières étapes de l'élaboration d'une voie d'apprentissage du leadership pour le déploiement au 2^e et au 3^e trimestres. Cela met à jour le modèle de compétences de la Direction pour y inclure une description plus précise de la gestion des changements organisationnels et des niveaux de compétence en fonction des rôles de gestion des changements organisationnels matriciels. L'accent sera mis sur la compétence en leadership au début de nos efforts pour faire participer nos leaders en tant que parrains actifs et visibles au changement.

Gestion des dossiers clients

Le Programme de gestion des dossiers clients (GDC) a été lancé afin d'élaborer un cadre pour définir et faire progresser la fonction de gestion des dossiers clients pour le service de placement des personnes. Le Service de placement des personnes, au sein du Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux (GOC), gère le personnel occasionnel d'ITI de l'entreprise qui fournit sur demande aux ministères des experts-conseils en ITI internes (personnel des services professionnels d'ITI interne de la FPO) et externes (par l'entremise de fournisseurs attirés de service de TI fondés sur des tâches d'ITI) afin de répondre à leurs besoins temporaires en matière de dotation d'employés d'ITI. Les fonctions de GDC comprennent la gestion des relations avec les clients, la modernisation de la production de rapports, la communication avec les clients, le rendement des services et les stratégies de placement des ressources. Les responsables de compte de la

	<p>GDC ont commencé le processus de communication régulière avec les gestionnaires d'hôtes du groupement pour discuter des besoins en ressources tactiques et opérationnelles à moyen et à court termes. Ces discussions en cours ont permis d'accroître la prévisibilité de la demande à venir, d'améliorer la capacité des équipes à jumeler les ressources qualifiées aux demandes prioritaires, de mieux comprendre les besoins des clients, ce qui a permis de gérer de façon proactive les intentions des taux d'utilisation liées aux nouvelles affectations, aux renouvellements et aux changements de priorités. Par conséquent, le Service de placement des personnes a pu maintenir un taux de placement élevé et constant auprès des employés internes de la FPO et a acquis des connaissances utiles des besoins futurs en effectif des groupements. Grâce à des taux de placement élevés et à l'élargissement des catégories de rôles du personnel des services professionnels afin de répondre à la demande accrue de rôles axés sur le numérique, le GOC continue d'appuyer la position de l'Ontario qui consiste à réduire la dépendance à l'égard des experts-conseils payés à l'acte.</p>	
<p><u>Division de la cybersécurité (DCS)</u></p>	<p>La cybersécurité est la priorité absolue pour l'Ontario, dont la mise en œuvre de la Stratégie de cybersécurité de la fonction publique de l'Ontario, qui est axée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La sensibilisation accrue de l'organisation • L'amélioration de la surveillance et du renseignement sur les menaces • Une gestion proactive des cyberrisques • Des services modernes de gestion de l'identité et de l'accès • Un Centre d'excellence en cybersécurité pour le secteur parapublic <p><u>Mois de la sensibilisation à la cybersécurité de 2020</u> Octobre est le Mois de sensibilisation à la cybersécurité, une campagne de renommée internationale qui se tient chaque année. L'année 2020 marque la neuvième année à la FPO. Depuis COVID-19, nous avons constaté un mouvement important vers le travail à distance et le potentiel d'un changement durable dans les modalités de travail. Dans cette nouvelle normalité, sans les protections que nous aurions dans nos bureaux, le Mois de la sensibilisation à la cybersécurité offre l'occasion d'en apprendre sur l'environnement émergent de la cybersécurité et sur les pratiques exemplaires, respectant l'engagement du gouvernement à améliorer les pratiques cybernétiques actuelles et de protéger l'information du public).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les partenariats comprennent le Centre canadien pour la cybersécurité, le Centre de la sécurité des télécommunications, la Police provinciale de 	<p>John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario, Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques john.roberts@ontario.ca</p>

	<p>l'Ontario, la Ville de Toronto et l'Université de Toronto pour assurer la collaboration entre les secteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> Chaque semaine du mois, la DCS publie de nouveaux documents éducatifs – dont des vidéos, des infographies, des articles – et a offert des webinaires qui seront offerts à tout le personnel de la FPO. Une trousse d'outils intitulée « Le MSCS dans une boîte » est remise chaque année à certains partenaires, municipalités et administrations du secteur parapublic partout au Canada. Cette année, avec la création du CE, la trousse d'outils sera un moyen clé de renforcer le partenariat du secteur parapublic pour les organismes qui tiennent cette campagne. 	
<p><u>Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u></p>	<p><u>Déploiement et améliorations du Réseau d'information pour la protection de l'enfance (RIPE)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mise à niveau technique du RIPE en voie d'être en production comme prévu en octobre 2020 avec la dernière version de Curam (version 7.0.9). Mise à niveau de tous les systèmes de protection de l'enfance qui ne sont pas sur le RIPE, comme le système info express modernisé et le système de registre des cas de maltraitance d'enfants, vers les versions logicielles les plus récentes. Amélioration du RIPE pour qu'il soit plus adapté à la culture en ajustant le langage, l'expérience des utilisateurs, la mise en œuvre de toutes les différentes variantes de la réglementation, des lois et des politiques qui ont une incidence sur l'écosystème du bien-être des enfants. <p><u>Programme ontarien des services en matière d'autisme (POSA)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Déterminer les solutions technologiques à plus long terme qui s'harmonisent avec la nouvelle recommandation du groupe consultatif pour la conception du Programme ontarien des services en matière d'autisme (POSA) tout en continuant d'assurer la continuité des services du POSA au moyen du SICA en tant que solution technologique provisoire. <p><u>Modernisation de la plateforme commune des regroupements</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Moderniser les plateformes communes pour permettre la fonctionnalité numérique et réduire les coûts d'hébergement et de maintenance. 	<p>Aklilu Tefera Sous-ministre adjoint et directeur de l'information, Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse Aklilu.Tefera@ontario.ca</p>

	<p><u>Modernisation de l'aide sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Automatiser le développement, les essais, et le déploiement des solutions, ainsi que le recyclage du personnel affecté aux activités numériques. • Fournir davantage de services gouvernementaux par des moyens numériques pour améliorer les services et réduire le fardeau administratif du personnel. <p><u>Outils et processus numériques du GSSEJ</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adopter des processus souples et matures pour permettre la prestation rapide des solutions. • Améliorer l'automatisation des essais de régression. 	
<p><u>Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (GISC)</u></p>	<p>Apprentissage en ligne : Transition vers TVO/TFO</p> <p>Afin de donner aux élèves du secondaire plus de choix de cours en ligne de grande qualité – peu importe où ils vivent ou le lieu de leur établissement scolaire – le gouvernement de l'Ontario propose des modifications à la <i>Loi sur l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario</i> et à la <i>Loi sur l'Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario</i> qui élargiraient les mandats de TVO et de TFO afin de les doter d'une administration, d'une coordination et d'un soutien centralisés pour l'apprentissage en ligne dirigé par des enseignants dans les systèmes d'éducation publics de langue française.</p> <p>Le ministère de l'Éducation formera une table de travail sur la TI qui comprendra TVO, TFO et le Groupement ITI pour les services à la collectivité (GISC) afin de discuter de la solution à adopter, y compris les efforts déployés autour d'un répertoire d'apprentissage en ligne qui fournit tous les détails de l'offre de cours aux étudiants de l'ensemble de la province. Ce travail permettra à tous les étudiants de l'Ontario d'avoir un meilleur accès aux possibilités d'éducation en modernisant la prestation de services éducatifs grâce à une meilleure utilisation de l'apprentissage en ligne. Les étudiants obtiendront leur diplôme avec un niveau de sensibilisation, de compétences et de connaissances approprié qui leur permettra de tirer parti de la technologie tout au long de leur vie. L'apprentissage en ligne améliorera l'accès aux programmes et aux possibilités d'éducation pour les élèves, n'importe quand, quel que soit l'endroit où ils habitent en Ontario.</p>	<p>Soussan Tabari Directeur de l'information GISC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

Cartes SIG pour permettre la prise de décisions en matière d'éducation pendant la pandémie COVID-19

Le 30 juillet 2020, le gouvernement de l'Ontario a dévoilé son plan et ses lignes directrices qui permettraient aux élèves de toute la province de retourner en classe de façon sécuritaire en septembre 2020. Le ministère de l'Éducation et le Groupement ITI pour les services à la collectivité (GISC) travailleront en partenariat à l'élaboration d'un plan de réouverture sécuritaire des écoles pour la nouvelle année à l'aide d'analyses et de modèles spatiaux et statistiques.

Les cartes SIG et une application Web SIG seront utilisées pour surveiller les points chauds quotidiens de la COVID-19 et les cas positifs confirmés, car ils ont des répercussions sur les écoles de l'Ontario, sur les lieux par code postal des élèves et sur les secteurs de fréquentation scolaire.

L'ensemble de données du Centre ontarien d'évaluation sera inclus dans la visualisation spatiale et l'analyse des distances afin de s'assurer que les centres d'essais sont accessibles aux étudiants et au personnel de l'Ontario. Les cartes SIG et les résultats de l'analyse permettront aux décideurs de rouvrir de façon sécuritaire les écoles en septembre.

Modernisation de la gestion des immobilisations pour l'éducation

Le **Système d'information sur les immobilisations dans le domaine de l'éducation (SIIÉ)** est une initiative de restructuration des processus opérationnels visant à moderniser et à remplacer le **Système d'information sur les établissements scolaires (SIES)** existant par une nouvelle solution intégrée de gestion des milieux de travail (SIGMT) automatisée et commerciale prête à l'emploi. La nouvelle solution améliorera l'efficacité et l'efficacité de l'administration des fonds d'immobilisations et de fonctionnement en éducation et en garde d'enfants, tout en automatisant les processus opérationnels globaux et en respectant les normes d'application et de sécurité de la FPO et d'autres normes de conformité prescrites par le gouvernement.

L'infrastructure scolaire financée par l'Ontario compte une base d'actifs de 56 milliards de dollars et d'environ 5 000 écoles qui desservent près de 2 millions d'élèves par année, soit près de 15 % des Ontariens. Pour appuyer cette

infrastructure, le ministère de l'Éducation et les conseils scolaires utilisent le SIES pour gérer et tenir à jour cet inventaire d'actifs.

Les renseignements contenus dans le SIES permettent d'allouer plus de 4 milliards de dollars par année en subventions de base et en subventions de fonctionnement et de renouvellement pour les écoles, d'effectuer des analyses et de prendre des décisions concernant des changements stratégiques (par exemple, décisions de financement liées aux priorités d'immobilisations, Lignes directrices relatives à l'examen portant sur les installations destinées aux élèves, entre autres).

La nouvelle solution procurera aux entreprises, aux conseils scolaires et aux autres ministères et intervenants un certain nombre d'avantages importants. Voici certains de ces avantages :

- Accroître la disponibilité, la transparence et l'échange de renseignements entre les parties et les systèmes concernés (par exemple, la visibilité des données entre les conseils scolaires, qui n'existe pas aujourd'hui);
- Fournir des processus d'immobilisations simplifiés et automatisés pour accroître l'efficacité, l'adaptabilité, la transférabilité (c'est-à-dire, entre les ministères et les programmes) et l'équité;
- Atteindre un niveau élevé de responsabilisation grâce à l'automatisation des systèmes, à des flux de processus vérifiables et à des capacités détaillées d'extraction de données et de production de rapports sur celles-ci pour répondre aux besoins documentaires internes, aux besoins des intervenants, aux autres besoins du Ministère, aux demandes des médias, aux besoins en matière de rapports et d'information des gestionnaires et des agents de direction et aux demandes d'information du public;
- Offrir la ponctualité, l'adaptabilité, la transférabilité et l'évolutivité nécessaires pour répondre à l'évolution des besoins;

Le ministère de l'Éducation a également collaboré avec d'autres organisations, dont le ministère de l'Infrastructure (Infrastructure Ontario), afin de mettre au point une stratégie de normalisation et de centralisation des données sur la gestion des actifs.

Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)

Initiative de modernisation des infoCentres (MIC)

Poursuivre les activités de l'Initiative de modernisation des infoCentres (un plan pluriannuel visant à réduire et/ou à éliminer les processus et la technologie redondants et incohérents), ce qui permettra de mettre en œuvre le modèle opérationnel des infoCentres de la prochaine génération, et au gouvernement de l'Ontario de s'engager à bâtir un gouvernement plus intelligent, et continuer d'offrir les meilleurs services de téléphone, de courriel, de clavardage en ligne et d'options et de services de messagerie bidirectionnelle pour aider les Ontariens à obtenir de l'information plus rapidement et plus facilement.

Élimination des avis sur papier et 10 autres projets importants

En partenariat avec les Services numériques de l'Ontario (SNO), Service Ontario, le Groupement pour le travail et les transports, le ministère des Transports (MTO), le Groupement ITI pour les services de santé (GISC) et le ministère de la Santé (MS) offrent les solutions techniques des infoCentres et fournissent l'expertise et le soutien techniques nécessaires pour éliminer les avis sur papier pour certains programmes de Service Ontario, du MTO et du MS, ce qui simplifie et facilite la réception de l'information du gouvernement.

Service d'utilitaires partagés de la prochaine génération

Le service d'utilitaires partagés (SUP) de la prochaine génération a été mis en ligne le 15 juin 2020 avec le lancement du localisateur de points de service (LPS) de Service Ontario fondé sur l'API, avec des délais accélérés pour appuyer la réponse à la COVID-19 de l'Ontario. Ce service avait été une feuille de route et un résultat des travaux d'évaluation, de conception, de mise en œuvre et de validation au cours des deux ou trois dernières années. Avec le lancement officiel du nouveau localisateur de points de service de Service Ontario, en partenariat avec les Services numériques de l'Ontario, cette application en nuage de microservices est devenue la première à être hébergée dans l'environnement SUP de la prochaine génération. Plusieurs de ses capacités ont été exploitées dans le cadre de cette initiative, dont les suivantes :

- Intégration à Amazon Web Services (AWS), où Ontario.ca est hébergé;
- Application conteneurisée du LPS;
- Intégration en douceur des services infonuagiques publics et sur place;
- Gestion de l'API bout en bout à l'aide d'API IBM Connect pour l'intégrer à l'application existante LPS hébergée sur le SUP traditionnel.

Renée Laforêt

Directrice de l'information
Groupement pour l'intégration
des services gouvernementaux
renee.laforet@ontario.ca

Le GISC collabore avec les SNO et d'autres groupements ITI pour mettre en œuvre les capacités nécessaires à la modernisation des applications existantes et à la création de nouvelles initiatives numériques afin d'offrir des services plus simples, plus rapides et de meilleure qualité à l'aide de la plateforme SUP de la prochaine génération.

Voici quelques-unes des applications qui seront mises en ligne sur cette plateforme :

- Identité numérique des SNO – Elle tirera également parti de la capacité de passerelle API et de l'intégration avec le ministère de la Santé d'ici le 2^e trimestre de 2020-2021.
- Initiative de modernisation de l'application du DSCIS des SSSEJ – Demande mise en service au 3^e trimestre de 2020-2021.
- Messages directionnels de la Direction de la modernisation des infoCentres – l'achèvement de la preuve de concept (PdC) est prévu d'ici le 2^e trimestre de 2020-2021.
- SNJP du Groupement ITI pour la justice – PdC en cours
- Mise à niveau de HSC WebFocus du GSS – la mise en service prévu pour le 1^{er} trimestre 2021-2022

Plusieurs autres phases de ce projet sont en cours :

- La phase 1 consiste à créer un nouvel environnement de serveur d'applications fondé sur les conteneurs et qui devrait être terminé d'ici le 31 août 2020.
- La phase 2 comprendra la création d'un nouvel environnement de serveur Web et de base de données.
- La phase 3 comprendra la migration des applications vers un nouvel environnement et le calendrier débutera au troisième trimestre 2020-2021.

Automatisation des processus robotisés et apprentissage automatique pour les comptes créditeurs – Projet pilote

La Division des services financiers organisationnels (DSE), en partenariat avec le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GSIC), a lancé un projet visant à automatiser la distribution, le traitement et la vérification des factures et à moderniser le processus de soumission en fournissant un portail numérique pour remplacer la méthode actuelle de soumission sur papier, en collaboration avec les Services technologiques d'infrastructure, le GSIC et le Bureau du contrôleur

	<p>provincial. Ce projet est composé de deux phases : le premier est un projet pilote avec un ministère suivi d'un déploiement planifié à l'échelle de la FPO.</p> <p>La première phase a été lancée en décembre 2019, améliorant l'expérience des ministères clients et le traitement des factures, qui est maintenant plus simple, plus rapide et plus efficace, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réduisant le temps total de traitement de bout en bout pour la soumission des factures AP de 20 à 40 jours et à 5 à 8 minutes par facture; • maximisant les entrées Priorité au numérique et réduisant au minimum l'utilisation du papier; • accroissant l'exactitude des demandes de paiement et augmentant le pourcentage de factures payées dans les délais prévus; • améliorant la conformité et les contrôles grâce au processus de validation préalable. <p>La deuxième phase est prévue pour le déploiement de la solution dans tous les ministères, du 2^e au 4^e trimestre.</p>	
<p><u>Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (GSS)</u></p>	<p><u>Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (PAFF) – eSubmission</u></p> <p>Ce projet permettra la présentation numérique sécurisée des factures des fournisseurs et des demandes de remboursement de matériel du Programme des appareils et accessoires fonctionnels (PAAF) au ministère de la Santé, en utilisant les voies de livraison existantes actuellement utilisées par les demandeurs de frais médicaux et pour la déclaration des fournisseurs du PAAF. La facturation électronique a été mise en œuvre en février 2020, et les demandes de remboursement électroniques devraient être présentées, et les formulaires établis en fonction des priorités opérationnelles devraient être mis en place progressivement à partir de la fin de 2020.</p> <p><u>Adoption de la plateforme compatible avec le nuage SAS Viya sur les plateformes GoCloud</u></p> <p>Le Groupement pour les services de santé (GSS) a mis en œuvre avec succès la solution SAS Visual Analytics pour le Ministère qui dessert à la fois les utilisateurs internes du secteur de programme (environ 300) et les utilisateurs externes (environ 250) – principalement des réseaux locaux d'intégration des services de santé. Le Ministère a publié un certain nombre d'outils d'analyse de visualisation autonomes axés sur les sujets tels que l'outil d'activité des soins à domicile, les décharges hospitalières et les congés des hôpitaux de l'ALC, l'utilisation des hôpitaux</p>	<p>Karen McKibbin Directrice de l'information Groupement ITI pour les services de santé Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

(recensement quotidien des lits), la sécurité des patients, les surdoses d'opioïdes, l'outil d'évaluation des capacités à la suite de la démence, Population Explorer et Accès Soins, entre autres. Ces outils permettent aux utilisateurs d'explorer les données sur la santé, tant visuellement que géographiquement, pour comprendre les tendances et les schémas d'activité. Les outils SAS AV aident sur les plans du financement des programmes, ainsi que la planification des services et l'élaboration des politiques.

Compte tenu de la demande croissante d'outils d'analyse de la santé faciles à utiliser ayant des capacités de visualisation, le Ministère est sur le point d'adopter SAS Viya, une plateforme compatible avec le nuage de la prochaine génération qui offre plus de capacités et l'extensibilité nécessaire pour répondre à la croissance des besoins du Ministère, en particulier pour l'accès des intervenants externes.

Intégrité des données sur l'admissibilité au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (RAMO)

Le ministère de la Santé s'efforce d'assurer l'intégrité de la base de données sur l'enregistrement des clients du RAMO. La base de données contient actuellement des inscriptions qui nécessitent des mesures en raison de questions liées au maintien de l'admissibilité à la protection en vertu du RAMO. Les travaux de TI ont progressé pour assurer l'intégrité des données pour les enregistrements obsolètes lorsqu'une carte Santé a été signalée comme perdue, volée, endommagée ou annulée. D'autres travaux seront entrepris pour mettre fin à l'admissibilité au RAMO pour les cartes Santé rouge et blanc et ainsi que les cartes Santé expirées, ce qui permettra de s'assurer que seules les personnes admissibles pourront continuer d'avoir accès aux services assurés et financés par l'État.

Sentence arbitrale entre l'Association médicale de l'Ontario et le ministère de la Santé

Le développement et le soutien continuent de répondre aux exigences et aux objectifs de l'entente de services médicaux. Cette entente a été adjugée par voie d'arbitrage exécutoire en février 2019, après cinq ans sans accord et sans entente entre le Ministère et l'Association médicale de l'Ontario. Cette entente est pour la période du 1^{er} avril 2017 au 30 mars 2021 et comprend de nombreux éléments sur la période de quatre ans.

Projet de production et d'acquisition de cartes Santé

Le MS et le MTO sont copropriétaires du contrat de production de cartes, qui expirera en 2022. Une approche est adoptée pour assurer à la fois la continuité des opérations, la sécurité et la souplesse des améliorations futures afin d'appuyer la vision du gouvernement pour la prestation de services numériques. L'approche permettra d'ajouter de nouvelles fonctions à la solution existante et permettra d'innover, par exemple en mettant à l'essai et/ou en introduisant de nouveaux produits de cartes (par exemple, cartes mobiles, justificatifs d'identité, portefeuilles électroniques, biométrie).

Amélioration de la solution de gestion des cas et des contacts (GCC) : Le GSS continuera d'améliorer la solution provinciale de gestion des cas et des contacts en offrant plus de fonctionnalités, une intégration supplémentaire avec le Système d'information de laboratoire de l'Ontario (SILO), Contact+ et le Registre provincial des clients fournisseurs et toute migration exceptionnelle des données sur la COVID-19 de l'ancienne base de données provinciale sur les maladies transmissibles (SIISP). La GCC peut également être étendue pour appuyer la gestion des cas et d'éclosions de grippe par les bureaux de santé publique, ainsi que d'autres maladies transmissibles d'importance pour la santé publique.

Soutien à la technologie et de données pour le vaccin contre la COVID-19, y compris l'amélioration du Répertoire numérique des immunisations (RNI) provincial avec les immunisations à la COVID-19 : Avant la disponibilité du ou des vaccins contre la COVID-19, la planification est en cours pour appuyer la province en matière de données, de technologie et de politiques habilitantes dans sa planification de scénarios dans les domaines suivants : (i) priorisation, admissibilité et calendrier d'immunisation; (ii) administration des vaccins provenant d'un large éventail de fournisseurs, notamment les pharmacies, les fournisseurs de soins de santé primaires, les établissements de soins de longue durée/hébergements collectifs, les bureaux de santé publique, les cliniques de vaccination de masse, etc. (iii) déclaration d'événements indésirables après l'immunisation; (iv) commande, distribution des vaccins et gestion des stocks de vaccins; (v) analyse comprenant la couverture vaccinale de la population et la surveillance ainsi que l'efficacité du vaccin (vi) intégration entre le RNI et la GCC.

Il convient de noter que, bien que le RNI ait été conçu pour contenir toutes les immunisations pour tous les Ontariens, la plupart des dossiers actuellement conservés sont ceux qui doivent être déclarés à la santé publique (c.-à-d. les

immunisations liées aux neuf maladies désignées en vertu de la *Loi sur l'immunisation des élèves*) et toute autre immunisation qu'une personne peut décider de communiquer à son BSP. Des politiques habilitantes, comme la déclaration obligatoire pour les immunisations à la COVID-19 de tous les fournisseurs en réponse à la pandémie, appuieraient des mesures de santé publique adaptées.

Intégration des dossiers médicaux électroniques (DME) : Le Ministère continue de progresser dans son partenariat avec OntarioMD (OMD) et les Services numériques de Santé Ontario en vue d'intégrer les dossiers médicaux électroniques au Répertoire numérique des médicaments et au Répertoire numérique des immunisations de la province. Dans le cadre de ce travail, les cliniciens communautaires qui utilisent des DME certifiés par OMD pourront consulter et soumettre les dossiers d'immunisation et obtenir un soutien à la décision clinique du prévisionniste de l'immunisation du RNI, ainsi que les dossiers des médicaments et des services pharmaceutiques du Répertoire numérique des médicaments provincial.

L'intégration des DME améliorera les soins axés sur le patient en offrant aux fournisseurs de soins de santé autorisés un accès électronique sécurisé aux renseignements sur l'immunisation des patients et sur les médicaments délivrés. L'intégration des DME au RNI permettra d'améliorer les résultats pour les patients, de réduire le risque d'événements indésirables, de réduire le fardeau de déclaration de vaccination pour les parents et de rationaliser le flux de travail des fournisseurs de services de première ligne.

Quatre fournisseurs de DME certifiés par OMD : (Well Health a acquis OSCAREMR), Indivica, QHR et YMS participent activement aux essais de développement et d'intégration. En attendant de nouvelles discussions sur la capacité des BSP, le déploiement prévu des cliniciens est prévu à la fin de 2020, avec un objectif d'environ 800 médecins et infirmiers praticiens communautaires. On prévoit la participation d'autres fournisseurs de DME certifiés par OMD et l'intégration des cliniciens en 2021.

CANImmunize / intégration du RNI et vérification de l'identité provinciale : Dans le cadre du projet d'autorisation et d'accès à l'identité à l'échelle du ministère, le GSS appuiera l'intégration de l'application CANImmunize au Répertoire numérique des immunisations (RNI) provincial comme l'un des cas d'utilisation de la phase 2 du

projet à l'automne et à l'hiver, selon les capacités disponibles. Ce projet permettra à une personne d'utiliser une application numérique pour vérifier certaines pièces d'identité, comme la carte santé de l'Ontario, et d'utiliser par la suite cette identité vérifiée pour demander l'accès à ses renseignements personnels sur la santé. Le cas d'utilisation que le GSS cherche à appuyer permettrait à une personne de se connecter à l'application CANImmunize en utilisant le service provincial de vérification de l'identité pour qu'elle puisse gérer ses dossiers d'immunisation.

Élargissement de l'Échange d'information numérique sous autorisation spéciale (EINAS)

La solution d'EINAS, par son utilisation de formulaires dynamiques fondés sur des critères, permet aux prescripteurs autorisés de présenter des demandes au Programme d'accès exceptionnel (PAE) de l'Ontario pour les patients qui sont bénéficiaires de médicaments gratuits de l'Ontario. Le PAE facilite l'accès aux médicaments qui ne sont pas financés par le formulaire du Programme de médicaments de l'Ontario ou qui ne figurent pas sur la liste. L'EINAS, qui est offert aux médecins et aux infirmières praticiennes de l'Ontario depuis juillet 2019, offre un mode en ligne familier et intuitif qui réduit les demandes incomplètes du PAE et recueille des données cliniques pour éclairer le rendement du programme et la prise de décisions. En juin 2020, l'EINAS a été élargi pour permettre l'affectation de remplaçants qui peuvent préparer des demandes de PAE pour examen et soumission ultérieure par le praticien. L'EINAS est fondé sur les données au moyen de règles par un gestionnaire responsable des décisions. Ces règles ont été créées pour permettre une saisie de données guidée pour de nombreuses combinaisons de médicaments et d'indications du PAE. Les règles sont rédigées et tenues à jour par le secteur de programme opérationnel, ce qui permet d'adapter rapidement ces règles selon les changements comme la mise à jour des critères de financement et les nouveaux médicaments ajoutés au PAE. L'EINAS dispose également de fonctions de recherche souple « de type Google » qui offrent une meilleure expérience de l'utilisateur final, en le connectant rapidement à l'information qu'il recherche. On tente actuellement d'obtenir l'approbation d'étendre l'EINAS dans les prochaines versions en instaurant des capacités complètes de délégation du personnel (c'est-à-dire que les délégués autorisés pourront présenter la demande au nom du prescripteur), en développant des fonctionnalités d'évaluation automatisée quasi en temps réel, en travaillant avec d'autres divisions et/ou ministères pour permettre l'utilisation des composants de la plateforme de l'EINAS par d'autres secteurs de programme, et en collaborant avec les intervenants pour la conception

de spécifications techniques pour l'éventuelle intégration du logiciel de dossier médical électronique.

Stratégie de modernisation des services des fournisseurs

Le Ministère fait avancer la Stratégie de modernisation des services aux fournisseurs, qui définit le cadre de la modernisation d'un ensemble admissible de services aux fournisseurs liés au RAMO qui se font sur papier, manuellement et/ou qui doivent être réaménagée pour assurer la continuité de la prestation de services qui sera appliquée à un ensemble de services prioritaires. Les besoins opérationnels ont été organisés dans les processus, et les fonctions opérationnelles ont été jugées courantes ou uniques. Ce travail permettra de créer des fonctions et des services réutilisables et reproductibles pour soutenir une prestation de services numériques efficace. Le service d'approbation préalable des réclamations hors pays est l'un des services auxquels la stratégie sera appliquée.

Modernisation des formulaires

Le Ministère fait progresser les travaux de modernisation des formulaires qui doivent être remplis et lui être soumis par les fournisseurs de soins de santé et les Ontariens. Ce travail vise à normaliser et à permettre la transmission de formulaires numériques afin d'éliminer les processus papier inefficaces. Le Ministère noue le dialogue avec d'autres de ses partenaires, OntarioMD et Santé Ontario, afin de faire avancer la planification de la mise en œuvre d'une expérience conviviale d'utilisateur final pour la transmission des formulaires, ce qui lui permettra également de réaliser des gains d'efficacité dans le traitement administratif.

Modernisation de l'inscription

Le processus actuel d'inscription des fournisseurs de soins de santé auprès du Ministère est lourd et fortement axé sur le papier. Le Ministère collaborera avec des partenaires internes et externes pour appuyer la refonte des soumissions et l'amélioration de l'expérience des utilisateurs finaux, ce qui permettra également d'accroître l'efficacité administrative et d'améliorer la prestation des services à la communauté des fournisseurs de soins de santé.

Élargissement du renouvellement en ligne des cartes Santé

Le Ministère collabore avec le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, le ministère des Transports et les Services numériques de l'Ontario afin d'accélérer les initiatives numériques et d'accroître

l'utilisation en ligne des services de renouvellement des cartes de santé, notamment en mettant l'accent sur les populations vulnérables (enfants et personnes âgées), en élargissant l'accès au service et en faisant la promotion de l'option de prestation en ligne pour les publics autorisés à effectuer des transactions en ligne.

Système de répartition assistée par ordinateur (RAO) : Le ministère de la Santé est responsable de la prestation de services de répartition d'ambulances terrestres dans les 22 centres de répartition d'ambulances de la province. Le système RAO est une application essentielle à la mission utilisée par les 22 centres de répartition pour soutenir un processus automatisé des appels entrants du 911 et d'autres appels de service. À partir d'octobre 2020 et jusqu'en 2021, les systèmes DAO devront faire l'objet d'une importante mise à niveau matérielle et logicielle. Ces mises à niveau visent à améliorer les méthodes permettant d'évaluer et de recommander les ambulances d'intervention les plus près et à assurer une meilleure visibilité des agents de répartition des ambulances auprès des ressources appartenant aux centres de répartition d'ambulances voisins.

Système de répartition des priorités médicales (algorithme de triage) : Un algorithme médical est un arbre de décision « intelligent » pour chaque éventualité médicale utilisée par le personnel qui reçoit des appels d'assistance médicale. L'algorithme médical fournit une approche structurée et standardisée pour déterminer rapidement la réponse des ambulances en fonction de l'information fournie par une personne qui a appelé le 911. Une ambulance répond soit avec ou sans « lumières et sirènes », en fonction de la gravité ou de la gravité perçue de l'état du patient. Un système efficace de répartition médicale comprend des questions systématiques d'appel approuvées par les autorités médicales, des premiers soins avant l'arrivée, la réanimation cardiopulmonaire et d'autres instructions de préparation, ainsi que des protocoles normalisés visant à optimiser l'appariement entre les besoins médicaux d'un patient et les ressources préhospitalières appropriées. Au cours de la période de 2020 à la moitié de 2021, le projet établira les flux de travail de la répartition des ambulances (prise des appels et répartition) afin de remplacer l'outil actuel de triage des répartitions et d'améliorer les services médicaux d'urgence offerts aux Ontariens et d'envisager des déploiements réels vers la fin de 2021.

Réseau de radiocommunication pour la sécurité publique (RRSP) : Le ministère de la Santé (MS) est l'un de ceux qui participent au Projet de réseau de

radiocommunication pour la sécurité publique. Au cours des trois prochaines années, le MS travaille avec la Direction du système de communications mobile du gouvernement pour concevoir le Réseau de radiocommunication pour la sécurité publique qui assure des communications radio bidirectionnelles fiables entre les ressources de première ligne, y compris les répartiteurs, les ambulanciers paramédicaux, les hôpitaux, Ornge et les autres utilisateurs de l'interopérabilité (p. ex. la Police provinciale de l'Ontario, Parcs Ontario, les services locaux de police et d'incendie, etc.). Voici quelques-unes des principales activités qui auront lieu au cours de cette période :

- le MS effectuera des visites des sites, préparera la conception des sites, apportera des améliorations à l'infrastructure des sites (par exemple, mise à la terre, renforcement de la structure), installera et mettra à l'essai de nouveaux équipements radio dans environ 183 hôpitaux, 500 bases d'ambulance pour les services paramédicaux et 22 centres de communication (y compris Ornge et Toronto) et des sites de rechange;
- le MS formera plus de 10 000 ressources;
- le MS mettra à niveau son matériel dans plus de 2 000 véhicules et déploiera plus de 4 000 pièces d'équipement radio.

Flux de données en temps réel pour les premiers intervenants médicaux du

911 : Le GSS dirige le déploiement provincial du service de données en temps réel (DTR) du Ministère, avec la mise en œuvre initiale du tableau de bord en temps réel achevé en mai 2021. Les services supplémentaires habilitants de DTR, comme les dossiers médicaux électroniques, sont en cours et sont planifiés de concert avec les Services paramédicaux. Les données en temps réel permettent aux renseignements sur incidents médicaux signalés au service 9-1-1 de passer entre les systèmes de répartition assistée par ordinateur des centres de répartition des ambulances et les systèmes gérés à l'échelle régionale par les services paramédicaux et les services de protection contre les incendies. RTD opère sur une plateforme d'intégration centrale indépendante des fournisseurs, favorisant l'innovation et la flexibilité des fournisseurs régionaux. Lorsque l'information sur un incident signalé au 9-1-1 et sur les soins des patients est transmise électroniquement en temps réel, les agents de répartition des ambulances et les premiers intervenants améliorent leur connaissance de la situation, n'ont pas à parler sur la radio, réduisent au minimum les efforts d'assurance de la qualité et améliorent les rapports sur les déplacements des patients.

**Division de l'information,
de la protection de la vie
privée et des Archives
publiques (IPVPAP)**

Plan d'action pour la gestion de la confidentialité : À la suite d'une analyse de l'état en cours, un plan d'action est en cours d'exécution pour la gestion de la confidentialité qui renforcera la capacité de l'Ontario en matière de gestion de la confidentialité. Les premiers résultats comprennent une ligne directrice sur le programme de gestion de la vie privée, l'évaluation de la maturité, une ligne directrice sur la gestion des risques et l'établissement d'une communauté de pratiques pangouvernementales en matière de gestion de la vie privée.

Intégration de la tenue de documents dans les projets d'ITI : Dans le cadre de la Stratégie de tenue des documents de la FPO, la Division de l'IPVPAP a lancé ce projet au début de 2019-2020 afin d'explorer les moyens de mettre en œuvre une approche axée sur la « tenue de documents par conception ». La Division de l'IPVPAP dirige cette initiative et est en partenariat stratégique avec la Direction de l'architecture organisationnelle et des normes de la FPO. Le projet vise à élaborer un processus de tenue des documents proactif, axé sur les risques et à valeur ajoutée équivalent à l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP). Les produits livrables prévus comprennent un ensemble de guides et d'outils qui permettront aux projets d'ITI de réaliser des évaluations des risques de tenue de documents rapidement et d'intégrer les exigences connexes dans la conception de la solution dès le départ.

Gestion des courriels : La FPO modernise la gestion des courriels en passant de l'obligation faite aux employés de la FPO de gérer chaque courriel individuel à la gestion des courriels au niveau du compte de courriel. Une approche axée sur les rôles a été proposée pour la gestion des comptes de courriel pour la FPO, selon le modèle Capstone élaboré par la NARA (National Archives and Records Administration) des États-Unis. Cette approche permet de classer les rôles dans la fonction publique et de conserver ou d'éliminer des comptes de courriel complets en fonction de leur importance. Nous proposons d'utiliser les politiques de rétention d'Office 365 pour soutenir la mise en œuvre. Les rapports du Réseau WIN d'information sur les ressources humaines appuieront l'établissement de retenues de rétention sur les comptes de courriel des employés nommés à des positions de Capstone. Les comptes OneDrive des positions de Capstone seront également conservés.

Intégration des données : En vertu du projet de loi sur le budget de 2019 de l'Ontario intitulé *Loi de 2019 pour protéger l'essentiel (mesures budgétaires)*, le

John Roberts

Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario, Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques
john.roberts@ontario.ca

Cadre d'intégration des données de l'Ontario comprend un ensemble fondamental d'exigences relatives à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation de renseignements personnels, y compris la protection de la vie privée, la transparence et la responsabilisation.

En consultation avec les unités d'intégration des données désignées, des normes de données sont en voie d'élaboration pour examen et approbation par le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario (CIPVP) afin d'appuyer l'opérationnalisation du cadre d'intégration des données. Des pratiques et des procédures applicables sont également en cours d'élaboration pour appuyer la mise en œuvre par chaque unité d'intégration des données.

Réforme de la protection de la vie privée dans le secteur privé : L'Ontario étudie actuellement des propositions visant à introduire des mesures de protection de la vie privée et des règlements concernant les activités des entités du secteur privé, y compris les entreprises, les associations et les organismes sans but lucratif.

Avant que l'Ontario ne présente des propositions précises, le MSGSC entreprendra des consultations détaillées avec les groupes d'intervenants touchés et les membres du public. Des discussions virtuelles seront organisées en août et septembre avec les groupes suivants :

- des secteurs industriels;
- le CIPVP;
- d'autres administrations;
- des spécialistes universitaires de la protection de la vie privée;
- des membres du public (discussions ouvertes).

De plus, l'Ontario lancera une consultation concernant le numérique sur Ontario.ca et le Registre de la réglementation en août, qui demeurera ouverte aux soumissions jusqu'à la fin de septembre. Le MSGSC analysera les résultats de la consultation et un compte-rendu ciblé contenant des propositions à jour d'ici la fin de 2020.

Solution logicielle de gestion intégrée des recouvrements : Cette solution est un projet de TI visant à acquérir une solution logicielle sous forme de service (SaaS) moderne et intégrée. La solution remplacera les systèmes qui gèrent actuellement les recouvrements et qui leur y donnent accès, ce qui améliorera l'efficacité en éliminant le chevauchement et en intégrant les processus. La Division de l'IPVPAP utilise actuellement un certain nombre de systèmes disparates, une technologie plus

	<p>ancienne et non conforme qui limite sa capacité d'assurer de façon efficiente et efficace le leadership stratégique organisationnel et la surveillance opérationnelle au secteur public de l'Ontario pour une vaste gamme d'activités liées à la gestion de l'information et de fournir au public une expérience utilisateur optimisée lorsqu'il accède à des documents de valeur durable. La solution logicielle permettra d'améliorer l'expérience en ligne du client et de mieux gérer et préserver les biens physiques et numériques de la Division de l'IPVPAP et de mieux positionner cette dernière pour répondre aux besoins opérationnels actuels et futurs et d'harmoniser la « mentalité numérique » du gouvernement de l'Ontario.</p>	
<p><u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u></p>	<p>Une infrastructure moderne et agile est le fondement d'une organisation numérique. Aux STI, nous sommes à créer un gouvernement axé sur le numérique par la transformation du milieu de travail, ce qui permet au personnel de travailler à tout moment, n'importe où, sur n'importe quel appareil, tout en tirant parti de méthodes et de solutions de connectivité infonuagiques modernes et sécurisées. Nous travaillons également à moderniser le déploiement de l'infrastructure, en veillant à ce que les projets, les produits et les services de TI soient exécutés de façon efficace et efficiente afin de permettre un délai de mise sur le marché plus court pour les applications et des itérations rapides. Ce travail fondamental permettra à tous les ministères de diriger leurs programmes de transformation respectifs et d'offrir des services plus simples, plus rapides et de meilleure qualité à la population de l'Ontario.</p> <p>La COVID-19 a considérablement modifié les modèles opérationnels des organisations du monde entier. Comme l'a dit Satya Nadella, PDG de Microsoft, « Nous avons vu deux années de transformation numérique en deux mois ». Pour demeurer résilients dans un monde après la pandémie, les futurs modèles opérationnels dépendront de plus en plus de la capacité du personnel à travailler numériquement pour obtenir des résultats opérationnels. À mesure que le gouvernement considère toute une gamme de possibilités de modernisation créées en raison de la pandémie, les STI veillent à ce que leurs travaux continuent de stimuler la transformation numérique, même si elle est accélérée.</p> <p>Les domaines suivants ont été considérés comme des priorités stratégiques pour les STI :</p>	<p>Mohammad Qureshi, Directeur de l'information, Services technologiques d'infrastructure Mohammad.Qureshi@ontario.ca</p>

	<p><u>Réimaginer l'expérience du milieu de travail numérique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Fournir des services gouvernementaux à tout moment, n'importe où, sur n'importe quel appareil, ce qui permet d'avoir un effectif agile, de tirer parti des méthodes de connectivité modernes et sécurisées et des solutions infonuagiques. <p><u>Mener l'adoption du nuage organisationnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> S'appuyer sur les premiers succès et accélérer l'adoption du nuage organisationnel pour permettre le gouvernement numérique grâce à des services infonuagiques modernes et innovants. <p><u>Assurer l'optimisation des ressources</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer les processus clés qui appuient des STI efficaces et efficaces, à l'aide de recouvrements modernisés et de la gestion stratégique des fournisseurs. <p><u>Opérations axées sur les données arrivant à maturité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Utiliser des données intelligentes pour alimenter les futures décisions en matière d'investissement en TI, faire preuve de leadership grâce à la transparence et continuer à établir la confiance avec les ministères clients et les partenaires de TI. Ces travaux appuieront les priorités clés de la FPO, tout en permettant aux STI de prendre des décisions judicieuses en matière de planification des investissements et de prévision financière. <p><u>Exécution des activités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Permettre des services de TI fiables aux Ontariens et à la FPO en gérant et en offrant des services d'infrastructure de façon efficace et efficiente. 	
<p><u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u></p>	<p><u>Solutions numériques pour la justice pénale (SNJP)</u></p> <p>Les Solutions numériques pour la justice pénale permettront le flux de données, de documents et de médias entre les parties du système de justice pénale en temps quasi réel. La SNJP est une feuille de route sur la transformation numérique axée sur le cycle de vie d'une affaire criminelle, où l'information est recueillie une fois, connectée numériquement et accessible aux personnes qui en ont besoin, quand elles en ont besoin.</p>	<p>Catherine Emile (A) Directrice de l'information et sous-ministre adjointe Services technologiques pour la justice catherine.emile@ontario.ca</p>

Les SNJP comprennent :

- **Nouvelle solution de gestion des affaires judiciaires** – Un nouveau système de gestion des affaires pénales destiné à remplacer le Réseau intégré d'information sur les infractions (ICON) afin de permettre un meilleur flux de travail des affaires par l'intermédiaire des tribunaux pénaux. Des consultations prototypes avec les entreprises sont en cours.
- **Solution de gestion des preuves numériques** – Acquisition d'un logiciel SaaS infonuagique soutenue par un fournisseur et destinée à être utilisée par les partenaires et les intervenants du secteur de la justice pour saisir, gérer, stocker et partager électroniquement des fichiers numériques d'enquête ou de preuve. Un processus d'achat concurrentiel et transparent est en cours.
- **Réception électronique des affaires criminelles** – L'échange électronique entre la police et le pouvoir judiciaire des dossiers et de mandats d'accusation. Le projet pilote a été lancé en novembre 2019, et l'expansion a commencé en juillet 2020.
- **Divulgaration numérique et carrefour d'audiences** – Une solution infonuagique pour permettre la divulgation de bout en bout de la police à la poursuite à la défense.

Tribunaux virtuels

En raison de la pandémie de COVID-19, les tribunaux de l'Ontario ont mis en place des audiences virtuelles par vidéoconférence ou vidéoconférence pour toutes les questions relatives à la détention avant le procès. Bien que les premiers efforts aient porté sur les comparutions devant les tribunaux pénaux pour les questions relatives à la détention avant le procès, des travaux sont également en cours pour appuyer tous les types de comparutions devant les tribunaux.

Le passage à une expérience judiciaire numérique de bout en bout dans le cadre de la stratégie des tribunaux virtuels visera à réduire les visites en personne dans les tribunaux et la demande d'audiences coûteuse et spécialisée dans les palais de justice, tout en offrant des services plus simples, plus rapides et de meilleure qualité.

Projet de modernisation du Projet de réseau de radiocommunication pour la sécurité publique (RRSP)

	<p>En octobre 2019, après l’approbation du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement (CT/CGG), le gouvernement de l’Ontario a annoncé un investissement de 765 millions de dollars dans le projet de modernisation du Réseau de radiocommunication pour la sécurité publique (RRSP), une initiative qui permettra à nos intervenants de première ligne et d’urgence de compter sur l’infrastructure et l’équipement nécessaires pour réagir rapidement et efficacement aux urgences et assurer la sécurité des Ontariens.</p> <p>Comme le réseau actuel utilise des technologies plus anciennes, il est devenu difficile de le tenir à jour, et la modernisation est essentielle. Les problèmes du réseau actuel – notamment les interruptions quotidiennes de service, l’équipement obsolète pour lequel on ne trouve plus de pièces, le manque d’interopérabilité avec d’autres réseaux radio de sécurité publique et le manque de chiffrement des données – compromettent la capacité de nos intervenants de première ligne et d’intervention d’urgence de réagir aux urgences et mettent en péril la sécurité des Ontariens.</p> <p>À ce jour, l’équipe du projet a terminé la plus grande partie des acquisitions prévues et est passé à la conception, à la validation et à la planification des étapes de construction et de transition du projet.</p> <p>Depuis février 2020, le projet a continué de progresser aux étapes de conception et de création du réseau de radiocommunication, malgré certaines difficultés liées à la COVID-19. Il s’agissait notamment du succès (sans précédent) des tests d’acceptation en usine virtuelle et du premier appel d’essai de radiocommunication actif sur le réseau au début de juillet, ce qui a confirmé l’état de préparation à un exercice sur le terrain à l’essai (en cours). Au fur et à mesure que le projet avance, l’équipe et les ministères partenaires dans l’ensemble de la FPO s’emploieront à créer le nouveau réseau et les nouvelles infrastructures civiles, à effectuer les essais de bout en bout et à se préparer à la transition. La transition prendra environ deux ans et débutera dans la zone sud-ouest de la province.</p>	
<p><u>Groupement de la technologie de l’information pour les terres et les ressources (GITR)</u></p>	<p><u>Lancements et améliorations en cours pour les solutions lancées avec succès</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Portail d’information sur les richesses naturelles (PIRN) : D’autres secteurs d’activités seront modernisés dans le Portail d’information sur les ressources naturelles au cours des cinq à six prochaines années. 	<p>Rocco Passero Directeur de l’information Groupement de la technologie de l’information pour les terres et les ressources Rocco.Passero@ontario.ca</p>



- **Modernisation d'AgriSuite** : Les calculatrices et fonctionnalités restantes seront livrées dans 6 versions.
- **Plateforme d'autorisations d'entreprise (PAE)** : Améliorations hiérarchisées.
- **Système d'administration des terrains miniers (SATM)** : Des améliorations continues sont demandées par l'industrie.

Examen des services de laboratoire et modernisation de la TI (MEPP)

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) fournit des services de laboratoire analytique pour appuyer les besoins de surveillance de la conformité, d'audit et d'interventions en cas d'urgence. Le Ministère fournit des tests de grande qualité, des consultations d'experts, un service de référence scientifique, l'élaboration de méthodes et l'application de la technologie analytique pertinente. Ce projet remplacera l'ancienne technologie des années 1990 par une solution commerciale prête à l'emploi (LCPE) moderne et évolutive. Acquis de façon concurrentielle effectuée au moyen d'une demande d'offres, la solution LCPE HORIZON Labs ayant été retenue comme fournisseur en mai 2019. Le projet comprend 10 jalons majeurs, et le lancement est prévu en décembre 2020 et l'acceptation finale du produit en mars 2021.

Résultats escomptés

- Moderniser les processus actuels (60 % sont actuellement manuels ou sur papier).
- Simplifier tous les processus opérationnels et améliorer ou automatiser les opérations pour le service de bout en bout (de la réception de la demande à l'envoi des résultats).
- Réduire le risque de défaillance du système et de dégradation des données.
- Regrouper les applications secondaires utilisées pour les données et automatiser la collecte et la gestion des données.
- Respecter les normes élevées d'accréditation du Ministère par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).
- Améliorer la veille stratégique et la mesure du rendement des laboratoires.

Projet de restructuration des activités et des systèmes informatiques relatifs à la conformité (CRISP)

Les programmes de conformité environnementale du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) sont conçus de sorte que les

activités de la collectivité réglementée et du public n'aient pas d'effets négatifs sur l'environnement ou la santé publique. Le Ministère y parvient en fournissant des services de première ligne en matière de conformité environnementale et d'application de la loi, et en veillant à ce que des mesures correctives soient prises au moyen d'inspections, d'enquêtes et même de poursuites afin d'atténuer rapidement et efficacement les impacts environnementaux négatifs.

CRISP est une initiative majeure de Priorité au numérique qui permettra au MEPP d'être un organisme de réglementation moderne grâce à la mise en œuvre d'une solution de conformité moderne exploitant la plateforme Siebel d'Oracle existante du Groupement pour les terres et les ressources (GTR). La solution, qui remplacera plus de cinq applications existantes, permettra de simplifier la gestion des profils de réglementation, la surveillance et l'assurance de la conformité, la gestion des incidents et les activités d'enquête et d'application de la loi et de créer une expérience utilisateur cohérente et harmonieuse dans tous les programmes connexes. La version 3A a été mise en œuvre le 1^{er} avril 2020 et la version 3B est prévue pour le 31 juillet 2020. L'utilisation du nouveau système par les entreprises devrait commencer le 4 août 2020. Cela a été retardé à partir du 1^{er} avril 2020 en raison de l'incidence de la COVID-19 sur la formation.

Résultats escomptés :

- La réponse à la non-conformité est axée sur les sites à risque élevé, y compris ceux qui ont un passé de conformité médiocre. Cela réduira le nombre d'inspections pour les bons acteurs et réduira le fardeau et les coûts de la réglementation.
- Des services efficaces de conformité réglementaire en ligne qui simplifieront et rationaliseront la façon dont les entreprises interagissent avec le ministère. Cela comprendra la possibilité de fournir des rapports en ligne et des présentations réglementaires.
- Amélioration du suivi des réponses du MEPP à tous les déversements, incidents environnementaux et plaintes.
- Amélioration de la santé et de la sécurité pour les agents provinciaux du MEPP en permettant un suivi et une surveillance centralisés du personnel sur le terrain à l'aide de dispositifs de géolocalisation.
- L'inclusion d'outils axés sur l'entreprise, tels que le chargement de données et les feuilles de travail d'inspection SMART, permettra au MEPP d'intégrer

	<p>rapidement de nouveaux programmes avec une participation minimale des groupements.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accent mis sur des données structurées permettant d'améliorer l'analyse des données pour éclairer les inspections (ciblées) axées sur les risques des entreprises non conformes; par conséquent, les entreprises qui respectent la réglementation subiront moins d'inspections « inutiles ». <p><u>Projet de renouvellement des systèmes du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario</u></p> <p>Remplacer le Système de gestion financière et le Financial Unified Northern Development System (FUNDS) par un nouveau système qui combine et remplace le FUNDS et le Système de gestion financière (SGF).</p>	
<u>Services numériques de l'Ontario (SNO)</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la mise en œuvre du projet pilote sur l'identité, l'authentification et l'autorisation (IAA) des patients • Lancer et mettre en œuvre une solution d'identité numérique pour l'application numérique d'aide sociale avec le MESC • Proposition de politique sur l'identité numérique à l'examen et à l'approbation du gouvernement • Lancer le bureau du programme sur l'Identité numérique – sous réserve de l'approbation de l'analyse de rentabilisation par le gouvernement • Mobilisation du marché • Engagement public et consultations 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du conseil des ministres Robert.Devries@ontario.ca</p>
<p>3. Enjeux et besoins : Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>		
<u>Groupe ITI pour les organismes centraux (GOC)</u>	<p><u>Source de TI</u></p> <p><u>Solution de gestion de projets et de portefeuilles d'entreprise</u> L'Ontario a acheté une solution de GPPE de façon concurrentielle auprès de Planview Inc. au cours de l'exercice 2012-2013 et a établi un contrat de 10 ans à compter du 1er mai 2013. Avec l'expiration de l'actuelle de cette solution auprès du fournisseur attendu le 30 avril 2023, l'équipe du projet Planview se prépare à informer le Conseil des cadres supérieurs de la technologie de l'information (CCSTI) de l'Ontario sur l'approche proposée et les prochaines étapes, ce qui peut inclure une première étape de recherche sur le marché et les utilisateurs pour soutenir la</p>	<p>Liz MacKenzie Directrice de l'information Groupe ITI pour les organismes centraux Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>

	<p>prochaine génération de la GPPE et un rapport au CCSTI sur une stratégie recommandée pour la solution de GPPE de prochaine génération pour l'Ontario. Pour cette raison, nous aimerions que le Conseil nous fasse part de ses commentaires sur ce que font d'autres administrations en ce qui concerne les solutions de GPPE.</p>	
<p><u>Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u></p>	<p><u>Gestion des données</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation et orientation de la gestion globale des données de base qui permet le partage des données entre les différents ministères et organismes gouvernementaux. Avec le partage de données, comment passer à un enregistrement unique pour les citoyens (adultes, jeunes ou enfants) au lieu de plusieurs enregistrements de données sur la même personne dans un système de registres différent. Ce mécanisme peut aider et être utilisé pour identifier de façon unique les dossiers personnels dans les systèmes des services à l'enfance comme le RIPE et éliminer la possibilité de créer des enregistrements dupliqués concernant la même personne. • Comment mettre en œuvre au mieux les exigences en matière de données autochtones dans les organisations gouvernementales et établir une gouvernance et des principes directeurs communs. Cela permettra à des systèmes comme le RIPE de suivre des directives et des principes normalisés pour gérer les données autochtones. <p><u>Ressources</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le personnel a besoin d'une formation sur les pratiques et les technologies de développement de solutions numériques. • On doit pouvoir rapidement doter ou réduire le personnel en fonction de la charge de travail. • Il faut établir un état d'esprit numérique avec nos partenaires commerciaux, ce qui favorisera la gestion du changement, des processus opérationnels actuels à ceux du futur. <p><u>Empreinte de la technologie existante</u></p>	<p>Aklilu Tefera Directeur de l'information et sous-ministre adjoint, Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse Aklilu.Tefera@ontario.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • À l'heure actuelle, le Ministère a d'importantes applications monolithiques dont la mise à jour et l'amélioration sont coûteuses. • Il faut passer à des applications plus petites et plus agiles qui prennent en charge de grands systèmes d'enregistrement. • Comment transformer la technologie héritée en outils numériques dans le climat budgétaire actuel. <p><u>Gouvernance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le processus de gouvernance actuel est déconnecté et ne favorise pas une prestation rapide et souple. • Les approches de gouvernance historiques doivent être adaptées à la nouvelle façon de fournir des services tout en assurant la gérance des ressources publiques. • Le défi consistera à adapter un système de gouvernance cohérent et moderne à tous les niveaux gouvernementaux de la GI/TI. 	
<p><u>Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (GISC)</u></p>	<p><u>Planification pendant une pandémie</u></p> <p>Il serait utile de connaître l'expérience acquise dans les différentes administrations en matière d'élaboration de plans stratégiques, opérationnels et d'affaires pendant la pandémie de COVID-19, dans le contexte du secteur public. Cela comprendrait ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un aperçu de la façon dont les organisations de technologie de l'information (TI) du secteur public : <ul style="list-style-type: none"> - s'adaptent aux perturbations majeures des cycles de planification du gouvernement; - élaborent des plans de TI à la lumière d'un contexte en constante évolution où les priorités évoluent constamment; • Des études de cas réussies pour : <ul style="list-style-type: none"> - Une planification stratégique des opérations et de TI efficace et conjointe pour éclairer les nouvelles options de politique; - Un partenariat entre la TI et les politiques et programmes sur la transformation et la conception de modèles opérationnels et d'affaires. 	<p>Soussan Tabari Directeur de l'information GSC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

<p><u>Groupe pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u></p>	<p>Nous serions heureux de pouvoir partager les leçons tirées de la transformation de la prestation des services des infoCentres, des pratiques exemplaires et des approches au moment alors que nous entamons le Projet de modernisation des infoCentres</p>	<p>Renée Laforêt, Directrice de l'information Groupe pour l'intégration des services gouvernementaux renee.laforet@ontario.ca</p>
<p><u>Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (GSS)</u></p>	<p><u>Gestion des talents</u> et main-d'œuvre multigénérationnelle. Le milieu de travail actuel se compose de quatre générations différentes : la génération des Baby Boomers, la génération X, la génération du millénaire et la génération Z. Ces générations ont des priorités, des objectifs et des valeurs différents. Les employeurs doivent être en mesure de gérer les attentes de ces différents travailleurs.</p> <p>La préoccupation pour le bien-être est toujours essentielle, mais elle est aujourd'hui renforcée dans les circonstances découlant de la COVID-19. Le stress en milieu de travail est souvent négligé par les employeurs, ce qui a un effet sur le rendement, l'engagement et la loyauté des employés.</p> <p><u>Gestion des identités et des accès d'assurance élevée</u> Le ministère de la Santé de l'Ontario a besoin d'outils et de services provinciaux de gestion de l'identité et de l'accès adéquats pour assurer un accès rentable, sécuritaire et autorisé aux systèmes et aux renseignements pour les fournisseurs et les patients, tout en se conformant aux lois pertinentes comme la <i>Loi de 2000 sur la protection des renseignements personnels sur la santé</i> de la province.</p> <p><u>Normes</u> : Il est nécessaire qu'une organisation nationale fasse progresser (ou même faire respecter?) les normes de messagerie et des terminologies normalisées en matière de santé. Des occasions qui profiteraient des enquêtes, du leadership et du soutien de plusieurs administrations comprennent les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Normes communes de messagerie HL7-FHIR • Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée des médicaments dans le Système d'information sur les médicaments de chaque administration et les systèmes d'interface, aux fins cliniques ainsi que d'arbitrage (par exemple, l'Ensemble canadien de données cliniques sur les médicaments [CCDD]) • Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée de l'immunisation dans le Répertoire canadien des vaccins (RCV), la source nationale complète de vérité pour tout le contenu terminologique lié aux vaccins. 	<p>Karen McKibbin Directrice de l'information Groupe ITI pour les services de santé Karen.McKibbin@ontario.ca</p>



- Les calendriers d'immunisation sont complexes, varient d'un pays à l'autre et changent fréquemment à mesure que de nouveaux vaccins sont homologués. Les gens comptent sur les infirmiers de la santé publique, leurs médecins et d'autres fournisseurs de soins de santé pour les aider à connaître les vaccins nécessaires et le moment opportun. Le RVC est essentiel pour s'assurer que les citoyens et leurs fournisseurs de soins de santé peuvent avoir accès à des dossiers d'immunisation numériques précis, complets et d'une durée de vie prolongée et les communiquer, ce qui augmente la confiance des Canadiens dans leur capacité de gérer leurs immunisations et appuie des discussions plus éclairées avec leurs médecins
- Quatre fournisseurs de DME (Accuro/QHR, Oscar, YMS, Indivica) s'harmonisent actuellement avec le RCV dans le cadre des travaux d'intégration du RNI de l'Ontario.
- Le RCV a été financé par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) jusqu'en mars 2019. Le déficit de financement pour soutenir le développement de l'API et les coûts de soutien continus de la maintenance sont maintenant à un stade critique puisque les travaux liés au RCV, y compris les API soutenant le projet du RNI et des DME, se sont arrêtés et devraient avoir une incidence sur les délais d'intégration et d'adoption du projet. Les flux de travail des bureaux de santé publique pour les programmes d'immunisation seront également touchés, et à l'échelle nationale, les objectifs d'interopérabilité en matière d'immunisation sont menacés.

Mise à l'échelle pour la croissance

Il est nécessaire de déterminer les possibilités de mise à l'échelle aux fins de croissance dans les systèmes opérationnels existants. Les améliorations apportées aux systèmes d'information et de TI sont mises en œuvre au besoin, par exemple, en trouvant des gains d'efficacité dans les coûts existants ou en établissant de nouvelles exigences législatives. À mesure que l'offre de solutions de soins de santé publique continue de croître, les systèmes existants et nouveaux sont tenus d'en faire plus.

<u>Services numériques de l'Ontario (SNO)</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Orientation sur les possibilités de collaboration par l'intermédiaire du Conseil conjoint (ou du tableau du CDPISP), à savoir l'environnement partagé pour des titres vérifiables. • Orientation et décision concernant l'alignement du CCP du secteur public sur celui du Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques (CCIAN) et l'élaboration de normes du Conseil stratégique des DPI. 	Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du conseil des ministres Robert.Devries@ontario.ca
4. Sujets d'intérêt : Veuillez préciser des sujets d'intérêt dans votre administration pour les prochaines réunions/téléconférences du CDPISP		
<u>Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC)</u>	<u>Direction des applications pour le Groupement</u> <u>Traitement des paiements électroniques</u> Information sur ce que font les autres administrations pour appuyer les paiements électroniques (débit/crédit/PayPal, etc.) ou d'autres options numériques modernes pour les paiements d'impôt? <u>Effectifs/Formation</u> Formation gratuite et efficace du personnel sur les pratiques/technologies de développement de solutions numériques rapides. <u>Empreinte de la technologie</u> Gestion de la réutilisation de la technologie <ul style="list-style-type: none"> • Partage des technologies dans les groupements ITI; avec un propriétaire central sur les méthodes les plus efficaces pour gérer la priorité/l'agilité dans un modèle de technologie partagée. • Limiter l'empreinte technologique par la réutilisation (avec une certaine personnalisation) par rapport à la création et l'achat de technologies en petits morceaux, qui est parfaitement adapté au besoin. <u>Direction de la gestion des activités et des services</u> Utilisation de la robotique pour l'amélioration des processus opérationnels	Liz MacKenzie Directrice de l'information Groupement ITI pour les organismes centraux Liz.MacKenzie@ontario.ca

<u>Groupelement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u>	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation du nuage public pour les données à haute sensibilité, compte tenu des lois sur la souveraineté des données et la liberté d'information dans les politiques de sécurité des États-Unis, du Canada et de la cybersécurité. • Collaboration interprovinciale sur le partage des meilleures pratiques dans le domaine de la gouvernance des données, de la gestion des données maîtresses et de l'analyse. 	Aklilu Tefera Sous-ministre adjoint et directeur de l'information, Groupelement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse Aklilu.Tefera@ontario.ca
<u>Groupelement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u>	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation du nuage public pour les données à haute sensibilité, compte tenu des lois sur la souveraineté des données et la liberté d'information dans les politiques de sécurité des États-Unis, du Canada et de la cybersécurité. 	Renée Laforêt, Directrice de l'information Groupelement pour l'intégration des services gouvernementaux renee.laforet@ontario.ca
<u>Groupelement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (GSS)</u>	<p><u>Les inspections des établissements de soins de longue durée (SLD)</u> sont complexes et évoluent constamment afin de maintenir l'alignement sur les exigences législatives. Les systèmes utilisés pour gérer les inspections des établissements de SLD sont semblables en termes de concept aux solutions de gestion des relations avec la clientèle (GRC) avec les règles de flux de travail. Il serait intéressant de savoir si d'autres administrations ont une solution de GRC unique utilisée à de multiples fins d'inspection (p. ex., inspections des établissements de SLD, les hôpitaux, les garderies, les installations de traitement de l'eau, les normes environnementales, etc.).</p> <p><u>Traitement des demandes</u> Nous examinons actuellement des options pour moderniser le traitement de nos demandes de remboursement (médical, pharmaceutique, appareils et accessoires fonctionnels, etc.) et nous aimerions connaître la façon dont les autres administrations ont modernisé leur approche.</p> <p><u>Communications de solutions</u> Le GSS offre plus de 230 systèmes opérationnels pour 14 millions de clients et soutient des dépenses de 61 milliards de dollars. Les solutions du GSS sont robustes, sécurisées et toujours actives. Le grand public n'est peut-être pas nécessairement au courant de la vaste gamme de solutions technologiques du secteur des soins de santé offerts par la province pour s'assurer que les Ontariens et Ontariennes sont en bonne santé. Ce manque de sensibilisation possible pourrait constituer un obstacle pour les Ontariens et Ontariennes à l'utilisation intégrale des solutions de santé numérique</p>	Karen McKibbin Directrice de l'information Groupelement ITI pour les services de santé Karen.McKibbin@ontario.ca

	qui leur sont offertes.	
Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques (IPVPAP)	Législation du secteur privé sur la protection des renseignements personnels et incidences sur les ressources pour le secteur public et les organismes de surveillance.	John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario, Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques john.roberts@ontario.ca
Groupement de la technologie de l'information pour les terres et les ressources (GITR)	<ul style="list-style-type: none"> Permettre le travail à distance : Programmes de télétravail, modalités de travail flexibles Modernisation opérationnelle au cours de la pandémie de COVID grâce à la technologie 	Rocco Passero Directeur de l'information Groupement de la technologie de l'information pour les terres et les ressources Rocco.Passero@ontario.ca
<u>Services numériques de l'Ontario (SNO)</u>	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de démontrer des solutions et des travaux sur les projets d'IAA des patients et du MDESC et de l'application numérique de l'aide sociale 	Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du conseil des ministres Robert.Devries@ontario.ca
<u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u>	<ul style="list-style-type: none"> Les STI aimeraient savoir comment la pandémie de la COVID-19 a eu des répercussions sur les stratégies à long terme d'autres administrations dans des domaines clés (par exemple, la conception de réseaux, l'infrastructure, l'adoption de nuages, l'adoption de technologies mobiles et la migration vers ces technologies) 	Mohammad Qureshi, Directeur de l'information, Services technologiques d'infrastructure Mohammad.Qureshi@ontario.ca